

La résistance en Pays d'Auge

Le réseau Jean-Marie Buckmaster du SOE



Michel Tribehou

Sept. 2019

- I - SOMMAIRE

- I - SOMMAIRE	2
- II - LA RÉSISTANCE EN PAYS D'AUGE LE RÉSEAU JEAN-MARIE BUCKMASTER DU SOE	- 1 -
1- LES RÉSEAUX DE RÉSISTANCE EN FRANCE	- 1 -
2- LE RÉSEAU SOE DU PAYS D'AUGE	- 4 -
3- L'ATTENTAT MANQUÉ CONTRE LE COLLABORATEUR, LOUIS LAPLANCHE	- 9 -
4- LES CAUSES DU DÉMANTÈLEMENT : IMPRUDENCE ? TRAHISON ?	- 12 -
5- LA GESTAPO DE CAEN	- 14 -
6- LA RECONSTITUTION DU RÉSEAU AUGERON	- 15 -
7- D. DAY : LES RÉSEAUX EN ALERTE DÈS LE 1ER JUIN 1944	- 15 -
8- APRÈS LE 6 JUIN, LA RÉPRESSION DE LA SIPO-SD S'AMPLIFIE	- 16 -
9- LE GROUPE JEAN-MARIE DU PAYS D'AUGE VICTIME DE MANIPULATIONS ?	- 20 -
10- L'EFFONDREMENT DU RÉSEAU PROSPER-PHYSICIAN	- 20 -
11- LA JUSTICE APRÈS LA LIBÉRATION	- 22 -
- III - DOCUMENTS ANNEXES	- 1 -
- IV - RÉFÉRENCES	II
- V - IMPRIMER TOUT OU PARTIE DU DOCUMENT	IV

- II - La résistance en Pays d'Auge

Le réseau Jean-Marie Buckmaster du SOE

1- Les réseaux de résistance en France

75 ans après la fin de la 2e guerre mondiale, des zones d'ombre subsistent encore dans l'histoire de la résistance qui alimentent débats et controverses.

1-1 Qui étaient les résistants et quelles étaient leurs motivations ?

En ville comme à la campagne, dès l'arrivée des Allemands, des hommes, des femmes dont beaucoup de jeunes affirment leur volonté de résister à travers des actes souvent isolés et bien modestes comme l'écoute de la BBC. D'autres passent à l'action directe : distributions de tracts, inscriptions sur les murs appelant à résister, petits sabotages sur des véhicules, câbles téléphoniques sectionnés...

Leurs motivations étaient diverses : le rejet de la politique collaborationniste de Vichy, le refus d'accepter la défaite et de subir l'occupation d'une armée étrangère, le refus de l'antisémitisme, du Service du Travail Obligatoire (STO) effectif fin 1942. Il s'agissait de se battre contre l'inacceptable, de faire front. Par conviction politique, morale, patriotique.

1-2 Structuration des groupes de résistance

Plus que l'appel du général de Gaulle le 18 juin 1940 que peu de Français ont entendu, c'est le patriotisme qui motiva les premiers résistants. D'abord isolés, les résistants, vont commencer à s'organiser et progressivement de petits groupes vont se former. Tous veulent se battre contre l'envahisseur mais ne savent pas trop comment s'y prendre et puis ils ont très peu de moyens.

1-3 Deux sortes d'organisation vont se mettre en place : les mouvements et les réseaux.

a- Les mouvements

Les mouvements organisent la propagande, et accordent la plus grande importance au combat politique. Ils impriment et distribuent tracts et journaux clandestins.

b- Les réseaux et maquis

Les réseaux ont un but militaire. Ils collectent des renseignements, évacuent des aviateurs alliés tombés sur le sol français, sabotent des installations allemandes... Leur travail est piloté et coordonné depuis Londres par les services secrets alliés (comme le SOE) ou depuis la France Libre par le B.C.R.A ¹

Les maquis se trouvaient dans les régions peu peuplées : forêts ou montagnes. A l'exception du maquis Surcouf (région de Pont-Audemer, Bernay) les maquis ne sont pas importants en Normandie. Viennent s'y

¹ Le Bureau central de renseignements et d'action (BCRA) était pendant la Seconde Guerre mondiale, le service de renseignement et d'actions clandestines de la France libre, créé en juillet 1940 par le général de Gaulle. Initialement, la compétence du BCRA se limitait au renseignement. L'extension progressive des compétences du service donna lieu à la création de nouvelles sections, notamment : l'action militaire, les évasions, contre-espionnage, étude et coordination des plans d'ensemble ...

cachez les réfractaires au travail obligatoire en Allemagne (STO), les aviateurs anglais tombés dans la région. C'est en 1944, à l'approche du Débarquement que les maquis vont se montrer le plus actifs; les maquisards lanceront des opérations de [guérilla](#) pour ralentir les mouvements de l'armée allemande.

1-4 Combien de résistants en France ?

Les mouvements et réseaux constitués furent très nombreux. En juillet 1940, le PCF² est un parti clandestin depuis sa dissolution par le [gouvernement Daladier](#) en septembre 1939. Dès octobre 1940, la direction du PCF met en place des « groupes spéciaux » que l'on appelle aussi "groupes O. S". À partir du début de l'année 1942, les communistes engagés dans la lutte armée contre l'occupant sont regroupés dans les [Francs-tireurs et partisans](#) (FTP).

Pour ceux qui dépendaient du BCRA, on a dénombré 45 mouvements et 270 réseaux. 260 000 cartes de Combattants Volontaires de la Résistance (CVR) ont été délivrées à l'issue de la guerre. Mais selon Jean Quellien, si on veut se faire une idée plus précise sur la dimension réelle de la Résistance, "il faut multiplier par ce nombre par trois (car tous les anciens résistants, loin de là, n'ont pas sollicité une reconnaissance officielle)" ce qui nous donnerait le chiffre d'environ 800 000 combattants de la résistance organisée en réseaux, mouvements et maquis. A ce chiffre, il faudrait ajouter tous les combattants dépendant des pays étrangers comme le "Special Operations Executive" ou SOE.

1-5 Les réseaux de la France libre

Le BCRA, créé à Londres par le général de Gaulle en 1940, va monter en France une infrastructure de base des réseaux affiliés à la France Libre. Dès 1941, soutenu par les services secrets britanniques, le BCRA peut envoyer en France du matériel et des parachutistes armés pour réaliser des missions de destruction.

Cependant, l'essentiel des activités du service français reposait sur sa section de renseignement (section R) qui collectait de grandes masses de renseignements venant de France. Ces renseignements étaient partagés avec l'Intelligence service ; en échange, les Britanniques "prenaient en charge la formation des agents – formation au parachutisme, à l'usage des codes et des instruments de transmission, etc. – aussi bien que la fourniture des moyens matériels (postes de radio) et logistiques (transports aériens et maritimes, centrales de transmissions)." ³

Les relations étaient tendues entre de Gaulle et les Britanniques qui n'entendaient pas laisser à de Gaulle le contrôle des activités de renseignement en France. Cependant, la grande efficacité du BCRA dans le recueil de renseignements représenta un grand atout pour le BCRA dans ses rapports avec les alliés.

1-6 Le S.O.E. : Special Operations Executive

Le SOE, est un service secret britannique qui opéra pendant la Seconde Guerre mondiale. Cette organisation a été créée en 1940 par Winston Churchill et dissoute en 1946. "Set Europe ablaze" (Mettez le feu à l'Europe) lance Winston Churchill au nouveau service secret, le SOE qui était un service Action.

Le SOE a pour mission de soutenir les divers mouvements de résistance des pays d'Europe occupés par l'Allemagne ainsi que, progressivement, de tous les pays en guerre, y compris en Extrême-Orient.

² Parti Communiste Français

³ Sébastien Albertelli, "Le BCRA, service de renseignement de la France libre", REVUE HISTORIQUE DES ARMÉES, 247 | 2007

Le quartier général du SOE était à Londres. L'organisation était divisée en sections. Les réseaux français faisaient partie de la Section F. À sa tête, Maurice Buckmaster. Tous les réseaux SOE en France sont donc des réseaux Buckmaster. Ils ne furent pas tous actifs en même temps. Le contre-espionnage allemand étant très efficace, de nombreux réseaux SOE furent infiltrés, des agents ont été "retournés", des réseaux anéantis. La durée de vie d'un réseau excédait rarement une dizaine de mois. Néanmoins des 95 réseaux créés, 56 étaient encore actifs au moment du Débarquement. Les Réseaux Buckmaster ont, à leur actif, plus de 50 % du nombre total de parachutages réussis en France.

Plusieurs de ces réseaux s'étendaient sur une large partie du territoire ou avaient des branches assez éloignées les unes des autres. Ainsi le petit groupe du pays d'Auge faisait-il partie d'un réseau, Jean-Marie Donkeyman qui avait une branche importante dans le département de l'Yonne.

Autre service secret anglais : SIS⁴ (futur MI6). Il y avait des rivalités entre SOE et le MI6 : les deux organisations agissaient sur le même terrain : les pays occupés. Le SOE est un service "action", alors que le MI6 est un service "de renseignement".

1-7 Henri Frager (1897-1944), chef du réseau SOE Jean-Marie Donkeyman

Dans la vie civile, [Henri Frager](#) était architecte et vivait à Nice. Dès 1940, il est recruté comme officier d'état-major du réseau CARTE. Des dissensions vont se faire au sein de ce réseau et progressivement, Frager se rapprochera du SOE avant d'en devenir un agent.

1943 : le SOE divise le réseau CARTE en trois zones, la zone nord (Normandie, Yonne, Côte d'Or...) est confiée à Henri Frager. Ses identifiants sont les suivants :

Nom de guerre (field name) : "Jean-Marie" Nom de code opérationnel : DONKEYMAN
Nom de son réseau : Jean-Marie DONKEYMAN et Pseudo : commandant Paul

[Annexe 1 : Comment sont identifiés les réseaux et les agents SOE](#)

1-8 La Basse-Normandie : une région stratégique

Printemps 1940, l'Allemagne envahit les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg. En mai 1940 commence "la campagne de France" qui se termine un mois plus tard, le 22 juin, par la défaite de l'armée française et la signature de l'armistice par le gouvernement Pétain.

En juillet, Hitler projette d'envahir l'Angleterre, le plan d'invasion est appelé Seelöwe (Lion de Mer). Mais à cette époque tout débarquement était impossible tant que la Royal Air Force n'avait pas été détruite. Sur les conseils de Göring, Hitler lance une des plus grandes opérations aériennes de l'Histoire qui opposa la Royal Air Force à la Luftwaffe. Ce que les Britanniques appelèrent "The battle of Britain", (la bataille d'Angleterre) se solda par un échec pour Allemands en mai 1941.

La Normandie comme les régions côtières du nord de la France, en raison de sa proximité de l'Angleterre a toujours été une région sensible d'un point de vue militaire. Jean Quellien précise que " la Basse-Normandie



Maurice BUCKMASTER

Chef de la section F du SOE
chargé des actions
de sabotage et du soutien
à la Résistance intérieure



Henri FRAGER
Chef du réseau
Jean-Marie Donkeyman

⁴ Le Secret Intelligence Service (SIS), également connu sous la dénomination de MI6 (pour Military Intelligence, section 6), est le service de renseignements extérieurs du Royaume-Uni.

a toujours été fortement occupée par les Allemands entre juin 1940 et juin 1944, en moyenne par 5 ou 6 divisions."⁵

C'est pourquoi, les Britanniques vont s'efforcer de monter des réseaux en Normandie. A partir de 1941, le SOE va parachuter de nombreux agents qui auront pour tâche de constituer des réseaux d'action.

2- Le réseau SOE du pays d'Auge

2-1 Paul Hautechaud crée un groupe de résistance dans le Pays d'Auge



Docteur Henri HAUTECHAUD

Début 1941, le docteur [Paul Hautechaud](#) de Fervaques crée un réseau, qui réunit, au début Henri Beudet, agriculteur à Notre-Dame-de-Courson, Suzanne Septavaux, Emmanuel des Georges. De par sa profession, il disposait d'un ausweis⁶ et sillonnait avec facilité les routes de l'arrière-pays. Fin 1941, il fait la connaissance de [Roland Bloch](#) qu'il recrute ; c'est un jeune Lexovien de 18 ans, employé dans un cabinet d'assurances. Bien que très jeune, il avait été le chef du groupe Interallié du secteur, réseau qui sera démantelé fin 1941 par l'agent Hugo Bleicher de l'Abwehr.⁷ En 1942, pourvu de responsabilités importantes par le Dr Hautechaud, Bloch est à la tête du secteur de Lisieux.

En 1942, le pasteur Henri Orange, de Lisieux, avait une paroisse qui s'étendait sur Honfleur, Trouville, Deauville, Pont-l'Évêque, Lisieux. Comme Paul Hautechaud, il avait un ausweis qui lui permettait de pouvoir circuler et notamment dans la zone côtière interdite et très protégée. Elle "n'est pas occupée mais sur-occupée par une forte densité de troupes allemandes chargées d'édifier le Mur de l'Atlantique"⁸.



Pasteur Henri ORANGE

Dans le groupe du pasteur Orange, on trouve Gaëtane Bouffay⁹ (mercière à Saint-Désir), les Stalhand (agriculteurs), la famille Lepetouka, Madame Dubreuil, institutrice à Sainte-Marguerite-des-Loges et après 1942 des réfractaires au STO comme les jeunes Paul et Armel Moura... Le pasteur va entrer en contact avec le docteur Hautechaud par l'intermédiaire de Roland Bloch. Le groupe prend en charge les aviateurs anglais tombés dans la région et assure leur rapatriement, il cache les armes parachutées par les Anglais et fait de l'espionnage militaire. A partir de 1943, le groupe fabrique de fausses cartes d'identité pour les jeunes requis au STO qu'ils hébergent.



Gaëtane BOUFFAY



Robert STALHAND



Henri BEAUDET

⁵ Jean Quellien, "La répression nazie en Basse-Normandie après le débarquement"

⁶ Les « Ausweis » (ou laissez-passer) étaient délivrés contre justificatif par la plus proche Kommandantur. Ils permettent à leurs titulaires, pour un temps limité, de se rendre sur toute l'étendue du département et notamment dans la zone côtière, dite "interdite". Leurs détenteurs étaient fort recherchés par la Résistance pour porter des courriers, des personnes ou transmettre des renseignements. source : <http://lesresistances.france3.fr>

⁷ Abwehr : mot signifiant "défense". service de renseignements de l'armée allemande qui opéra de 1925 à 1944. Ce service fut souvent en conflit avec les services secrets du parti nazi : le SD et la Gestapo.

⁸ Jean Quellien

⁹ Mercière à Lisieux, Gaëtane Bouffay est conseillère presbytérale auprès du pasteur Orange. C'est par l'intermédiaire du Pasteur dans le réseau du docteur Paul Hautechaud, affilié par la suite au réseau anglais SOE Jean-Marie/Donkeyman, en 1942. Elle collecte des renseignements, sert comme agent de liaison, accueille les réunions des responsables locaux du réseau et cache des résistants en fuite. Victime d'un vaste coup de filet de la Sipo-SD, orchestré avec la police mobile de Rouen, sur l'ensemble du Pays d'Auge, elle est arrêtée le 6 octobre 1943, interrogée et torturée, rue des Jacobins à Caen. Dirigée sur le camp de Compiègne-Royallieu, Gaëtane Bouffay est ensuite déportée vers le camp de concentration de Ravensbrück (matricule 27 605), puis transférée vers les Kommandos extérieurs de Buchenwald, Leipzig-Hasag et, en dernier lieu, Schlieben. Rentrée de déportation, cette femme au courage impressionnant, s'est dépensée sans compter après la guerre, pour soutenir les familles des fusillés et des déportés, et faire valoir leurs droits. Elle est décédée le 4 octobre 1988 à l'âge de 82 ans.

Toutes les informations étaient centralisées à Lisieux chez Roland Bloch et à Fervaques, chez le Dr Hautechaud. C'est Gaëtane Bouffay qui faisait office d'agent de liaison.

[Annexe 2 : Organigramme du réseau Hautechaud/Jean-Marie Buckmaster en 1942 et en 1943](#)

Le noyau de résistance de Paul Hautechaud va s'étoffer et s'étendre en quelques mois sur l'ensemble du pays d'Auge. Contacté par des agents du SOE dès 1941, le groupe sera rattaché au réseau Jean-Marie Donkeyman dirigé par Henri Frager, agent du SOE. Le groupe augeron pourra ainsi bénéficier du soutien matériel et logistique du SOE qui disposait de moyens importants. Les actions menées par le réseau Hautechaud étaient nombreuses : renseignement, récupération de matériel parachuté, prise en charge des aviateurs anglais tombés au sol, fabrication de faux papiers destinés aux réfractaires au STO qu'il fallait également mettre à l'abri.

De nombreux réseaux furent infiltrés et anéantis pendant la 2e guerre mondiale, ce sera aussi le cas du réseau SOE de Paul Hautechaud. En 1943, le réseau va être infiltré par deux agents doubles, Robert Kiffer et Roger Bardet et par un agent nazi, Alesch. Bardet et Kiffer étaient des agents doubles, ils appartenaient au SOE mais avaient été "retournés" par Hugo Bleicher, agent secret de l'Abwehr d'une efficacité redoutable.

Mais avant de nous intéresser à la succession des faits, à leurs causes et leurs effets, la complexité des rouages, attachons-nous aux personnes.

2-2 Qui sont Les résistants des réseaux du pays d'Auge ?

a- Les plus âgés

Ceux qui ont participé à la guerre de 1940 ou à la première guerre mondiale occupent souvent les postes de responsabilité (pasteur Orange, Dr Hautechaud, Maurice Fromont, Xavier de Maistre ou Paul Besson).

b- Les jeunes

D'après les archives nationales, l'âge moyen des résistants est d'environ 30 ans. Mais dans les unités combattantes comme les maquis, la moyenne d'âge était plus proche de 25 ans en raison notamment de l'instauration du STO (service du travail obligatoire) entre 1942 et 1943. Les jeunes qui refusent de travailler pour l'Allemagne, les "réfractaires" vont se cacher souvent à la campagne. Certains sont alors recrutés par les réseaux et les maquis.



René CAPRON

Les jeunes "ont apporté dans la Résistance les qualités et les défauts de leur âge : intrépidité, enthousiasme, gaîté, insouciance et impatience parfois¹⁰."



Émile LOUVEL

Jeunes et intrépides, Roland Bloch promu chef de section (fusillé à 20 ans), René Capron (fusillé à 19 ans), Roger Houlbrèque qui s'engage dans la résistance en 1942 à l'âge de 17 ans ; il participera à l'attentat contre Laplanche et puis aussi Emile Louvel, chef du groupe FFI de Touques, il sera exécuté à l'âge de 21 ans avec cinq de ses camarades dont trois n'avaient pas 24 ans.

Des jeunes qui se sont montrés aussi imprudents. Roland Bloch réclamant une liste écrite des résistants du groupe de A. Manuel de Honfleur. Imprudents aussi Maurice Jouet (24 ans) et Armel Moura (22 ans) qui posent des crève-pneus avant le passage d'un convoi allemand et se cachent ensuite derrière une haie pour profiter du spectacle, ils seront arrêtés et exécutés.

¹⁰ Musée de la Résistance 1940-1945 en ligne, Sociologie des Résistants.

c- Les femmes

"Si on limite la Résistance à ses formes organisées, alors les femmes en sont pour l'essentiel exclues parce que leurs façons de participer à la Résistance sont spécifiques, liées à leur statut social de l'époque"¹¹

"Les résistants sont majoritairement des hommes, mais la présence des femmes est minimisée. Elles secondaient leurs maris, cachaient, soignaient, ravitaillaient et étaient agents de liaison. Le plus souvent, elles n'ont pas sollicité de reconnaissance après la guerre. [...] Les femmes ont souvent agi dans l'ombre de leur mari, de leur fiancé, de leur père (parfois en opposition à lui) ou de leur frère. Elles assuraient la plupart du temps le triple fardeau des tâches ménagères, d'un travail à l'extérieur et d'une activité clandestine. Leur rôle qui a été considérablement amoindri a été fondamental, ne serait-ce que par le soutien que les Résistants, pour la plupart, recevaient, même si elle ne prenait pas une part plus active à la lutte contre l'occupant¹²."



Andrée HEURTECHAUD

Mentionnons quelques résistantes des réseaux du Pays d'Auge.

Andrée Hautechaud qui seconda son mari en tant qu'agent de liaison. Elle poursuit ses activités clandestines après l'arrestation de son conjoint en 1943. Elle est arrêtée à son domicile le 10 août 1944 par la Gestapo qui l'exécute dans les bois de Montpinçon. Plusieurs autres résistantes de la région furent arrêtées et exécutées au même endroit, ce fut le cas de Célestine Beaudet, agricultrice, mère du résistant Henri Beaudet. Elle cachait dans sa ferme des clandestins, des pilotes anglais. Citons aussi Louise Cardelec, marchande de cycles à Dives-sur-Mer, arrêtée, déportée à Ravensbrück puis à

Buchenwald ; elle fut libérée le mai 1945.

D'autres femmes plus jeunes ou sans charge familiale ont aussi joué un rôle important dans la résistance en Basse-Normandie, citons les jeunes résistantes communistes, Edmone Robert et Gisèle Guillemot¹³ ou encore Gaëtane Bouffay, mercière à Saint-Désir qui cacha des clandestins et assura la fonction d'agent de liaison du réseau Jean-Marie.

d- Les étrangers

Les étrangers ont tenu une place non négligeable, notamment des Italiens et Espagnols. Stanislas Kukula, Polonais, était en liaison avec le réseau FFI d'Emile Louvel. Il aidait ses compatriotes polonais engagés de force dans la Wehrmacht à désertier. Victime d'un piège tendu par un faux déserteur, il fut pris et exécuté par les Allemands sur la plage de Deauville avec cinq autres camarades.

Toutes les catégories sociales ont fourni des résistants. Néanmoins, les ouvriers (Emile Louvel, Armel Moura ou René Capron), les employés privés ou publics, comme Roland Bloch, constituent les catégories les plus importantes. On trouve aussi des agriculteurs (Robert Stalhand, Célestine Beaudet), des enseignants (Albert Manuel, Edmone Robert), des étudiants, des gendarmes, des intellectuels, des médecins (Dr Hautechaud), des ecclésiastiques (Pasteur Orange, Abbé Lanier).

¹¹ Voir J-M. Guillon, « Les ménagères, du combat quotidien à la Résistance » dans L'engagement et l'émancipation (Patrick Harismendy et Luc Capdevila, Presses universitaires de Rennes, 2015, p. 279-294).

¹² Musée de la Résistance 1940-1945 en ligne, Sociologie des Résistants.

¹³ E. Robert et G. Guillemot ont participé à un haut fait de la résistance normande raconté par l'historien Jean Quellien dans le livre : "Résistance et sabotages en Normandie : Le Maastricht-Cherbourg déraillé à Airan"

2-3 Les principaux protagonistes de l'effondrement du groupe Hautechaud

a- Hugo Bleicher (1899-1982), agent de l'Abwehr d'une efficacité exceptionnelle

Dans la Wehrmacht¹⁴, il eut jusqu'à la fin de la guerre le rang modeste de [Feldwebel](#) (sergent). En 1940, il est affecté à Caen puis Saint-Lô comme interprète. En mars 1941, il est muté à Cherbourg où il est recruté comme agent secret de l'Abwehr.¹⁵



Hugo BLEICHER

Fin novembre 1941, il a arrêté une soixantaine d'agents, dont tous les dirigeants du réseau Interallié dont son chef et fondateur, l'officier [Roman Czerniawski](#) et d'autres agents comme [Mathilde Carré](#), dite "la Chatte" qui, devenue sa maîtresse, lui livrera de nombreux noms. Agent d'une efficacité exceptionnelle, Bleicher aura démantèlera d'autres réseaux : Autogiro, Spindle et Jean-Marie Buckmaster. Il fera arrêter et envoyer en prison plus de cent agents secrets britanniques et français. C'est lui qui "retournera" deux résistants du réseau Jean-Marie : Roger Bardet et Robert Kiffer.

Administration policière et militaire allemande dans la France occupée

b- Roger Bardet

- Agent double à la solde des Allemands

En 1941, Roger Bardet appartenait au réseau Carte, il était l'ami et le second de Frager. Après le démantèlement de ce réseau, il suivra Frager qui lui confiera des responsabilités au sein du réseau Jean-Marie. En avril 1943, suite à une dénonciation, il est arrêté. Interné à Fresne, il va recevoir la visite de Bleicher qui lui propose de travailler comme agent double et de l'informer des parachutages et des sabotages menés par le réseau Jean-Marie. Bardet accepte. Un mois plus tard, il est libéré. Il travaillera dès lors pour Bleicher.

Mais certains ont une autre vision des choses.

- C'est sur ordre de son chef Frager, que Bardet s'est immiscé au sein de l'Abwehr

Bardet prétend avoir révélé à Frager les propositions de Bleicher et les conditions de sa libération. Un mémoire rédigé à l'occasion de son procès en décembre 1949¹⁶, confirme les dires de Bardet.

"Les dires de Bardet ont été sur ce point entièrement confirmés par un témoin entendu devant la Cour de Justice : M. Jacques Mercier. Celui-ci compagnon de déportation de Frager à Buchenwald a rapporté les confidences que lui avait faites ce dernier. Résumant sa déposition dans une attestation jointe au présent mémoire, M. Jacques Mercier s'exprime en ces termes :

"Lorsque nous fûmes seuls, j'entrepris Frager sur la déclaration qu'il venait de faire et lui demandai quel était l'agent dont il avait parlé. Il me répondit qu'il s'agissait de Roger. Frager précisa ensuite que l'agent de l'Abwehr avait proposé à Bardet de travailler pour lui, que ce dernier avait estimé à juste titre qu'il importait d'accepter cette proposition afin de sortir de Fresne pour mettre le réseau en sécurité et que, dans ces conditions, il avait été remis en liberté.

Le premier soin de Bardet libéré fut de mettre Frager au courant, afin qu'il prenne les mesures propres à assurer la sécurité du réseau. Son deuxième souci, fut de supplier Frager de l'envoyer à Londres et de le soustraire ainsi à l'Abwehr. Frager insiste sur ces demandes instantes, sur cette prière de Bardet demandant qu'il lui fut permis, maintenant qu'il était brûlé du côté allemand, d'aller combattre dans les Forces aériennes

¹⁴ Wehrmacht : nom porté par l'armée du III^e Reich

¹⁵ Abwehr : service de renseignement de l'état-major allemand

¹⁶ Mémoire à l'appui du recours en grâce de Roger Bardet condamné à la peine de mort le 16 décembre 1949 par la Cour de Justice de la Seine par René Delzangles et Odette Moreau Avocats à la Cour d'Appel de Paris

de la France Libre. Cette attitude de Bardet l'avait profondément ému, mais il prit la décision de lui ordonner d'accepter les propositions de l'Abwehr.

Comme je lui demandais les raisons de cette décision, Frager m'expliqua qu'il avait été frappé de ce fait que les Allemands avaient réussi à s'infiltrer dans nos organisations et que la réciproque n'existait pas. Il estimait important pour la Résistance d'avoir des intelligences dans la place ennemie ; c'était, disait-il, "une question de sécurité".

Sites des archives nationales : [Mémoire des avocats de Roger Bardet à l'appui de son recours en grâce](#)

Quoi qu'il en soit, en 1949, Bardet sera condamné à mort par la cour de justice de la Seine. Amnistié, il sera libéré en 1952.

c- Robert Kiffer, agent double, infiltre le réseau du pays d'Auge

En janvier 1941, Kiffer, alias Désiré, est recruté par Roman Czerniawski, chef du réseau de renseignements Interallié et en juin il en est nommé responsable régional pour la Normandie. Le 3 novembre 1941, sur trahison, il est arrêté à Cherbourg en descendant du train Paris-Cherbourg. Il est interrogé par Hugo Bleicher qui a entamé le démantèlement du réseau Interallié. Bleicher va le convaincre de travailler pour lui en tant qu'agent double. Février 1942 : Kiffer est libéré de prison. Il travaille désormais pour [Hugo Bleicher](#).

Mai 1943, Bleicher demande à Kiffer d'infiltrer le réseau Jean-Marie du pays d'Auge. Pour les Allemands, il s'agit de connaître la date et le lieu du débarquement allié. Il lui présente Roger Bardet, agent double, chef du réseau Jean-Marie de l'Yonne et ce dernier lui fait rencontrer Henri Frager, le chef du réseau Jean-Marie en France.

Pour faciliter l'infiltration de Kiffer, Bleicher va utiliser un résistant du réseau Autogiro interné à la prison de Fresne. Noël Burdeyron, agent du SOE qui a des contacts avec les réseaux du Pays d'Auge. Cet agent avait été arrêté à la gare Saint-Lazare par Bleicher. Sous la pression des interrogatoires, il finit par écrire des lettres qui aideront Kiffer à intégrer le réseau du docteur Hautechaud. Ces lettres le décrivent comme un agent de toute confiance envoyé par l'organisation de Paris. Et c'est ainsi qu'au printemps 1943, Kiffer, alias Raoul (alias "Kiki" pour les Allemands), entrera en relation avec le Dr Hautechaud puis avec Roland Bloch et sera présenté aux membres du réseau. Il va mettre en place le groupe "Michel de Normandie" du réseau Jean-Marie. Cependant, Bleicher, qui se méfie de Kiffer, va le faire "doubler" par un autre de ses agents, l'abbé Alesch.

d- L'abbé Alesch, agent de l'Abwehr

Un manipulateur nazi sans état d'âme

Robert Alesch est né au Luxembourg en 1906. En 1933, il est ordonné prêtre. Sa connaissance de la langue française facilite son installation en France en 1935 où il est nommé vicaire à La Varenne Saint-Hilaire, en région parisienne. En 1941, il choisit la nationalité allemande. Nazi convaincu, il propose ses services à l'Abwehr qui l'utilisera comme agent double et le rétribuera généreusement, 12 000 francs par mois (soit le salaire d'un officier supérieur de l'époque). L'abbé Alesch aime le luxe et la compagnie des femmes. Il "a besoin d'argent, de beaucoup d'argent pour financer son train de vie; il lui faut entretenir deux maîtresses : Geneviève Cahen Guillemin et Renée Martin-Andry pour qui il a loué rue Spontini un luxueux appartement."¹⁷ Il mène ainsi une



L'abbé Robert
ALESCH

¹⁷ Article de Guy Wagner, paru dans le mensuel luxembourgeois "Kulturissimo", <http://guy.grafix.fr/pdf/Alesch.pdf>

double vie effarante: Il lit la messe et fait la prêche, puis s'habille en laïc et se précipite à Paris où il passe ses nuits à boire et à forniquer“

Il infiltrera de nombreux réseaux de résistance. Intelligent, manipulateur sans scrupules, il profite sans état d'âme de ses victimes. Il pénétrera le réseau SOE Gloria SMH auquel appartenait Germaine Tillion, ethnologue. C'est Alesch qui arrêtera la mère et la grand-mère de [Germaine Tillion](#), elle-même arrêtée en 1942. L'écrivain irlandais Samuel Beckett, autre résistant de ce réseau, prévenu à temps, put échapper à la Gestapo. Germaine Tillion reviendra du camp de Ravensbrück mais pas sa mère qui sera gazée. Selon Germaine Tillon, Alesch "envoya à la mort des dizaines de personnes, dont de très jeunes gens de son patronage qu'il incita à faire de la résistance pour pouvoir les vendre, et il touchait pour cela, outre les primes par tête livrée, un fixe de 12.000 francs...¹⁸" auxquels s'ajoutaient 5000 francs pour ses deux maîtresses.



Robert Alesch
lors de son procès. Mai 1948

Son habit ecclésiastique mettait en confiance ses interlocuteurs. "Il tient en chaire des sermons virulents contre l'Occupation et gagne ainsi la sympathie des paroissiens." [...] Alesch réussit même "à devenir aumônier, ce qui lui permet de soutirer d'autant mieux comme confesseur des informations aux résistants prisonniers."¹⁹ Seuls 30 des 80 membres de Gloria SMH vont survivre.

2-4 Alesch, infiltre le réseau augeron

Au printemps 1943, Kiffer présente Alesch comme son successeur au Dr Hautechaud. Alesch, alias Franklin, se fait passer pour un capitaine anglais de l'Intelligence Service. Il fait connaissance de nombreux résistants, réclame la liste des membres du réseau, supervise les parachutages, favorise le ratage de certains, en récupère d'autres à la demande de Bleicher, comme celui de Mantes. De nombreuses arrestations s'ensuivront. En septembre, le SOE a des doutes et soupçonne Franklin d'être un agent allemand. Bleicher ne tardera pas à mettre Alesch en retrait au profit de Kiffer qui reprendra les commandes.

"Alesch aurait trahi 34 résistants, dont 28 ont été soit fusillés, soit déportés vers des camps de concentration comme Ravensbrück, Mauthausen ou Buchenwald. Ces chiffres, pour précis qu'ils soient, ne concernent cependant que les résistants de Normandie."²⁰

3- [L'attentat manqué contre le collaborateur, Louis Laplanche](#)

Septembre 1943 : Kiffer (sur ordre du SOE ?) pousse les hommes du réseau à s'entraîner en vue du débarquement qui serait imminent. "On se demande pourquoi Kiffer les pousse tant à s'entraîner. Car entraîner les hommes en vue d'un débarquement en octobre [...] ressemble à s'y méprendre à une entreprise d'intoxication menée par les Anglais pour détourner l'attention des Allemands des côtes de la Méditerranée où ils s'apprêtent à débarquer."²¹ On peut supposer que c'est Kiffer qui est à l'origine de l'attentat contre Laplanche.

Louis Laplanche est le chef local du RNP²² ; collaborateur et grand ami des membres de la Gestapo de Caen qu'il reçoit régulièrement dans sa propriété de Touques.

¹⁸ Germaine Tillion: Ravensbrück. Seuil. Points – Histoire

¹⁹ Article de Guy Wagner, paru dans le mensuel luxembourgeois "Kulturissimo", <http://guy.grafix.fr/pdf/Alesch.pdf>

²⁰ Ibid.

²¹ Marie-Jo Bonnet, Un réseau normand sacrifié, p.71

²² RNP : Le Rassemblement National Populaire est un ancien parti politique français fasciste et collaborationniste, fondé par Marcel Déat pendant l'occupation allemande.

Le 4 septembre 1943, sur ordre de Kiffer, le Trouvillais [Henri Dobert](#) et le Honfleurais [René Capron](#) préparent un attentat contre Louis Laplanche. La veille, ils ont enterré une mine près du portail de sa propriété de Touques. Le lendemain en fin d'après-midi, la voiture de Laplanche, qui revenait de Trouville, s'apprête à franchir le portail. C'est l'explosion qui pulvérise tout l'avant de la voiture. Laplanche n'est que légèrement blessé.



Touques, 4 septembre 1943, à l'entrée de la propriété de Louis Laplanche, sa voiture saute sur une mine qui pulvérise l'avant de la voiture.

Furieux, il contacte aussitôt la Gestapo²³ et la gendarmerie qui mènent rapidement l'enquête. Le lendemain, Dobert est arrêté par la Gestapo. Le 6 septembre, c'est le tour de Capron. Les deux hommes réussissent à échapper aux Allemands pendant leur transport en voiture. La voiture est à l'arrêt, les policiers descendent laissant les prisonniers seuls avec le chauffeur. Dobert s'empare d'un revolver qu'il avait réussi à cacher entre la banquette et le dossier arrière et blesse ou tue le chauffeur. Les deux hommes prennent la fuite. "Le moins que l'on puisse dire est que l'affaire est trouble [...] Cela a tout l'air d'une évasion programmée."²⁴ Dobert va se cacher à Lisieux chez Gaëtane Bouffay, Capron cherche refuge chez Pierre Delvigne.



Roger HOULBREQUE

En 2012, Ghislain Quétel²⁵ a recueilli le témoignage Houlbrèque qui appartenait en 1943 au groupe FFI d'Emile Louvel à Touques. Ce serait lui et non Capron qui aurait participé à l'attentat contre Laplanche. Réquisitionné par les Allemands pour travailler à la batterie du 510e groupe d'artillerie côtière de Villerville, il a déterré et volé une mine du champ de mines protégeant la batterie. Peu de temps après, il

l'a posée avec Dobert dans l'entrée de la propriété de Laplanche à Touques. Aujourd'hui encore, on se perd en conjectures sur cette affaire.



Henri Dobert



René CAPRON

de Roger

[ANNEXE 3: Article sur l'attentat paru dans la presse le 11 sept. 1943](#)

À la suite de l'attentat manqué contre Laplanche, la répression est terrible ; la Gestapo procède à de nombreuses arrestations qui vont décimer le réseau du pays d'Auge.

²³ La Gestapo, acronyme tiré de l'allemand Geheime Staatspolizei signifiant « Police secrète d'État », était la police politique du Troisième Reich.

²⁴ Marie-Jo Bonnet, Un réseau normand sacrifié, p. 84

²⁵ Ghislain Quétel, "Le pays d'Auge, un des berceaux de la Résistance normande" Editions Cahiers du temps - L'ouvrage comporte des erreurs comme : "L'abbé Alesch, alias "Franklin", alias Roger Bardet, autre agent double à Lisieux, second de Henri Frager", p. 123

3-1 Répression féroce et démantèlement du réseau Jean-Marie

Automne 1943 : en un mois, le réseau Jean-Marie perdra une soixantaine de membres. Les arrestations vont se succéder à Pont-l'Evêque, Lisieux, Fervaques, Honfleur, Deauville, Trouville (dont le chef du groupe de Trouville, Paul Besson). Le réseau Jean-Marie est anéanti.



Paul BESSON

Liste incomplète de résistants du pays d'Auge arrêtés après l'attentat

Trouville

DOBERT	Henri	Arrestation 05/09/43	Condamné à mort		Fusillé	9/12/43
CAPRON	René	06/09/43	Condamné à mort			13/11/43
FERON	Roger	07/09/43	Déporté	Buchenwald Dora, Schönebeck	Décédé	
EICHLER	Joseph	07/09/43	Déporté	Buchenwald Dora	Décédé	11/04/45
LEVILLAIN	Lucien	10/09/43	Déporté	Buchenwald Dora, Shönebeck	Rentré	01/04/45
MARTIN	Robert	01/10/43	Condamné à mort		Fusillé	13/11/43
BESSON	Paul	01/10/43	Condamné à mort		Fusillé	13/11/43
MATEOS	René	01/10/43	Déporté		Rentré	
PION	Jean	02/10/43	Déporté "NN"	Brieg, Gross Rosen, Dachau	Décédé	29/04/45
DUBUT	Emile	02/10/43	Déporté	Buchenwald Dora	Rentré	11/04/45
HALEY	André	02/10/43	Déporté	Shöneb/ Mühlhauser	Rentré	11/04/45
BONNEL	Jean	02/10/43	Déporté "NN"	Mauthausen	Rentré	05/058/45
LEBERTRE	Pierre	04/10/43	Déporté	Mauthausen	Décédé	04/04/45
MONCEL	Louis	06/10/43	Déporté	Buchenwald Dora	Décédé	07/03/45
CAPRON	René	19/10/43	Condamné à mort		Fusillé	13/11/43
DOBERT	Henri	19/10/43	Condamné à mort		Fusillé	09/12/43

Lisieux

ORANGE	Henri	Arrestation 05/10/43	Déporté	Buchenwald Dora	Rentré	
BOUFFAY	Gaétane	06/10/43	Déportée	Ravensbrück	Rentrée	22/04/45
de MAISTRE	Xavier	06/10/43	Condamné à mort		Fusillé	13/11/43
BLOCH	Roland	06/10/43	Condamné à mort		Fusillé	09/12/43
FROMONT	Maurice	06/10/43	Condamné à mort		Fusillé	13/11/43
CABIOCH	Olivier	12/10/43	Déporté	Buchenwald Dora	Décédé	05/04/45
GRIGNOLA	Jean	12/10/43	Déporté	Buchenwald Dora	Décédé	
GUILLEMIN	Robert	12/10/43	Déporté	Dachau	Rentré	

REVEL	Raymond	12/10/43	Déporté	Buchenwald Dora	Rentré	15/04/45
NOLENT	Fernand	13/11/43			Mort sous la torture	

Honfleur et Pont-l'Evêque

MANUEL	Albert	20/10/43	Condamné à mort		Fusillé	13/11/43
GOGO	Pierre	02/10/43	Déporté	Sonnenburg	Rentré	
GOGO	Jacques	02/10/43	Déporté	Sonnenburg	Décédé	07/03/44
COUDRAY	Fernand	13/10/43	Déporté	Sachsenhausen	Rentré	

Fervaques et Orbec

Paul	18/09/43	Déporté	Buchenwald	Décédé	
Célestine	10/08/44			Exécutée sommairement	

3-2 Le procès au tribunal de guerre de Rouen

Les Allemands ont jugé onze des résistants arrêtés en octobre 1943. Pourquoi ces onze-là ? A noter que les archives allemandes du procès de Rouen ont disparu.

Verdict : huit condamnations à mort ([Henri Dobert](#), [René Capron](#), [Roland Bloch](#), [Paul Besson](#), Robert Martin, [Albert Manuel](#), [Xavier de Maistre](#), [Maurice Fromont](#)), [Fernand Nolent](#), deux condamnations aux travaux forcés, Jacques et Pierre Gogo et un non-lieu pour Fernand Coudrey.

M.J Bonnet s'interroge : " Pourquoi Fernand Coudrey est-il le seul à être relaxé à l'issue du procès, "faute de preuves ?" Question légitime comme nous le verrons plus loin.

4- Les causes du démantèlement : imprudence ? trahison ?

4-1 Des listes de résistants récupérées par les Allemands ?

a- La liste de Dobert

A son retour de déportation, Gaëtane Bouffay témoigne au procès Alesch. C'est chez elle que Dobert s'était réfugié après avoir faussé compagnie à la Gestapo le 6 septembre 1943. Elle déclara : "qu'une liste de résistants de Trouville avait été remise à celui-ci contre son gré et qu'aussitôt les arrestations furent opérées"²⁶

b- La liste d'Albert Manuel

Roland Bloch souhaitait avoir une section à Honfleur. Grâce à ses contacts sur place, le pasteur Orange fit la connaissance d'Albert Manuel, professeur d'anglais au collège de Honfleur, et il le présenta à Bloch.



Albert MANUEL

Mobilisé comme lieutenant en 1939, fait prisonnier, Albert Manuel parvint à s'évader. Dès 1940 Albert Manuel entra en relation avec les réseaux "Zéro France" et "Hector". Il était aussi responsable de l'implantation à Honfleur du Mouvement de libération nationale Combat. À la tête de cette organisation, il mena une importante activité de renseignement. Six jours après son retour de Buchenwald, le pasteur Orange dit :

²⁶ Marie-Jo Bonnet, Un réseau normand sacrifié, p.97

"Manuel a pu grouper soixante-dix personnes dont Bloch lui réclamait constamment la liste. J'étais contre cela et Manuel n'a pas voulu donner sa liste."²⁷ Le 20 octobre 1943, Manuel fut arrêté par la Gestapo qui découvrit une liste mais selon le pasteur Orange, Manuel a su donner de bonnes explications aux policiers et aucune des personnes listées n'aurait été inquiétée.

c- La liste adressée à l'Intelligence Service à Londres

Jean Delavoye²⁸ parle aussi d'une liste de 155 FFI dont "une copie a été adressée à Londres via Lisieux pour que nous soyons immatriculés." Delavoye appartenant à un groupe dépendant de l'intelligence service, on peut imaginer que la liste soit tombée entre les mains de Kiffer ou d'Alesch qui se faisait passer pour un agent de l'IS.

4-2 Une trahison à l'origine du démantèlement ?

Divers témoignages et dépositions font état d'une trahison.

a- Trahison de Roland Bloch ?

Dès son retour de déportation, Fernand Coudrey conteste la légitimité de la Légion d'honneur remise à titre posthume à son ancien camarade Roland Bloch. Il va plus loin encore et l'accuse de trahison.

Plus personne n'est en mesure de raconter ce qui s'est passé lors du procès de Rouen. Il est le seul rescapé. "Les fusillés ne peuvent plus parler. Des deux frères Gogo condamnés aux travaux forcés, Jacques est mort en déportation et Pierre refusera de parler à son retour, emportant le secret dans la tombe"²⁹ Enfin, rappelons que les archives allemandes du procès de Rouen ont disparu. Par ailleurs, après-guerre, lors d'un procès sur l'affaire, ni Bleicher ni les cadres de la Gestapo de Caen n'étaient en mesure de témoigner. Bleicher en 1948 était en Allemagne et n'avait pas l'autorisation de venir témoigner au procès. Quant aux responsables de la Gestapo, ils avaient été jugés par contumace.

Marie-Jo Bonnet conclut : "Avec son obstination à démontrer que Bloch est un traître, Coudrey est-il en train de faire diversion sur le véritable auteur de la trahison ?"

b- Trahison de Capron et Dobert ?

Pour Fernand Coudrey, Dobert aurait "donné" Bloch qui serait donc à l'origine du démantèlement du réseau. Ce qui semble plausible dans la mesure où il fut le premier arrêté³⁰."

Quant à Bardet, après-guerre, lors de son procès, devant le magistrat, il s'exprime en ces termes : "Je persiste à dire que l'évasion de Capron et Dobert m'est apparue sur le moment et m'apparaît encore invraisemblable." Il ajoute qu'il est persuadé que Capron et Dobert avaient trahi et que c'était d'ailleurs pour cette raison qu'il avait finalement accepté de les livrer à Bleicher.³¹

L'accusation ne croit pas à ce discours ; elle est persuadée que c'est pour tenter d'amenuiser leurs responsabilités que Bardet et Kiffer se sont mis d'accord pour salir les mémoires de leurs deux victimes.

ANNEXE 4 : Mémoire à l'encontre de Roger Bardet

c- Trahison de Kiffer et de Bardet

Arrêtés le 6 septembre 1943 par la Gestapo, Dobert et Capron avaient avoué que leur chef était un certain "Raoul". La Gestapo identifie Raoul (Kiffer) comme étant un agent de Bleicher et veut procéder à son

²⁷ Ibid, p.99 "Déposition du pasteur Orange, PV 18 mai 1945, bureau de la Résistance,P171331

²⁸ Jean Delavoye, membre de la résistance, était dessinateur à l'usine à gaz de Trouville, il a rédigé un rapport intitulé "Enquête sur l'activité du lieutenant Paul Besson dans les FFI"- Source : Marie-Jo Bonnet, Un réseau normand sacrifié, p. 97

²⁹ Marie-Jo Bonnet, Un réseau normand sacrifié, p. 162

³⁰ Ibid. p. 163

³¹ Mémoire relatif à la procédure menée à l'encontre de Roger Bardet, Robert Kiffer, Robert Goubeau, Claude Jouffret et Marie-Suzanne Renouf, veuve Laurent - Archives nationales, Archives du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, page 74

arrestation. Bleicher intervient pour "sauver" Kiffer qui restera libre mais à la condition que l'on retrouve et arrête Dobert et Capron. Après s'être réfugiés quelques jours chez Mademoiselle Bouffay à Lisieux, les deux jeunes hommes étaient partis pour la région parisienne. Le 18 octobre, à Paris, Bardet et non Kiffer (malade ce jour-là) va tendre un piège à Dobert et Capron et les livrer à la Gestapo. Kiffer reconnaîtra les faits lors de l'instruction de son procès.:

Ci-dessous extrait de la déposition de Roger Bardet à propos de l'arrestation de Dobert et Capron³².

"Il est bien exact que c'est moi qui ai conduit ces deux agents à BLEICHER, alors qu'ils croyaient se rendre devant

... devant Paul (Frager). Si j'ai agi ainsi, c'est sur la demande expresse de BLEICHER et pour remplacer KIKI (KIFFER) malade de jour-là, et qui avait monté toute cette affaire avec les Allemands, BLEICHER avait été tenu au courant de leur activité, notamment de leur évasion en tuant le gardien allemand, par l'intermédiaire de KIKI. Quant à moi je ne les ai connus qu'une seule fois le jour où je les ai livrés à BLEICHER."

Mémoire relatif à la procédure menée à l'encontre de Roger Bardet

Photocopie de l'extrait du mémoire relatif à l'arrestation de Capron et Dobert à laquelle Kiffer reconnaît avoir participé. Ce mémoire de 55 pages peut être consulté [à cette adresse](#).

5- [La Gestapo de Caen](#)

5-1 Les résistants victimes de violences extrêmes

La plupart des résistants arrêtés ont été interrogés par la Gestapo à Caen, 44 rue des Jacobins ou à Lisieux en 1944. Le service était composé d'une douzaine d'hommes placés sous la direction de Henrich Meier. L'un d'eux, Herbert von Bartholdi, dit Albert, sous des dehors très civilisés, était en réalité un véritable tortionnaire. Avec lui, les coups pleuvaient et son acharnement était tel que les fractures étaient fréquentes. Jean Grignola, Fernand Nolent, Henri Dobert, Robert Martin, René Capron et plus tard en mars 1944, l'abbé Lanier et bien d'autres encore ont eu affaire à cette brute sanguinaire.



Herbert von Bartholdi dit "Albert"

Ainsi Fernand Nolent du réseau Jean-Marie, arrêté par la Gestapo, en octobre 1943 parce qu'il cachait à son domicile des armes parachutées connut un "[...]calvaire sanglant. Chaque matin, il partait de la prison pour la Gestapo. Il n'y revenait que le soir, pantelant et brisé. Les Allemands voulaient les noms de ses complices. A aucun moment, même quand à force de tortures, la raison semblait le fuir, il ne prononça un seul nom. De son corps meurtri par les coups, couvert de plaies, le sang s'échappait. La souffrance ayant atteint son paroxysme, il se sentait parfois presque insensible, comme indolore. Il avait l'impression de n'avoir plus de corps, de n'être plus qu'une âme. Le soir, quand ses gardiens le ramenaient dans sa cellule, il s'y écroulait. Ses voisins entendaient tomber son corps mou. Il ne répondait pas à leurs appels. Les entendait-il ? Non, très probablement, il devait être évanoui." A ces brutalités extrêmes s'ajoutaient les menaces proférées à l'égard de sa famille. "Un jour, plus satanique que jamais, Albert, le bourreau raffiné de la Gestapo, lui adressa cette menace : "Nolent, si vous ne parlez pas, si vous ne donnez pas de noms, nous torturerons votre femme".³³

[ANNEXE 5 : Administration policière et militaire allemande dans la France occupée](#)

³² Ibid.

³³ "Visages lexoviens 1940-1945, Fernand Nolent

5-2 Les collaborateurs de la Gestapo de Caen

a- Le collaborateur Laplanche

Laplanche participait aux tortures. Divers témoignages attestent son acharnement lors des visites qu'il a faites à la prison de Caen. Ainsi, Mme Tennenbam, dont la maison est voisine de celle de Laplanche à Touques rapporte les paroles de Laplanche alors qu'il revenait de Caen: "Je me suis foulé le poignet en tapant sur les quatre bandits, Dobert, Capron et les deux frères Gogo."³⁴

b- La "bande à Hervé"

A partir de 1944, manquant de moyens humains, la Sipo-SD va recruter des auxiliaires français parmi les membres des partis de collaboration. C'est ainsi que va se constituer le groupe dit "la bande à Hervé", du nom de son fondateur, Raoul Hervé. Composé de collaborateurs fanatiques, la bande commettra de nombreuses exactions dans le Calvados. "Elle comprend au total près de 150 personnes : une quinzaine d'hommes appartenant au groupe « Action », chargé des coups de main, et plusieurs dizaines d'informateurs disséminés sur l'ensemble du département. Dans l'Orne, s'est constituée, sur les mêmes bases, la « bande à Jardin », dirigée par Bernard Jardin. Dans la Manche, les Nazis disposent d'un groupe formé de militants du PPF, autour d'Hippolyte Degroote, et de quelques autres individus."³⁵

6- La reconstitution du réseau augeron

Fin 1943 et début 1944 : Après le démantèlement du réseau Jean-Marie du pays d'Auge, Kiffer a l'intention de lâcher Bleicher. Secondé par Henri Beaudet, il va constituer dans la région de Livarot un maquis armé par les Anglais. Il s'entoure d'une dizaine d'hommes, s'occupe des parachutages d'armes, raccompagne des aviateurs anglais sur Paris.

La résistance rurale est efficace. S'appuyant notamment sur le réseau mis en place par le pasteur Orange, l'abbé Lanier, curé de la paroisse du Pré d'Auge, Robert et Marie-Thérèse Stalhand, paysans protestants et parents de cinq enfants, accueillent et cachent de jeunes réfractaires au STO (ils en accueilleront jusqu'à une centaine qu'ils cacheront dans la ferme, les granges ou dans les fermes voisines). Ils fabriquent aussi de faux papiers d'identité, abritent des aviateurs, cachent des armes. De même la famille Lecor, Albert Levivier de St-Marguerite-des-Loges. Le 15 mai, deux parachutages contenant armes et explosifs sont récupérés par les résistants. Les groupes d'Orbec (dirigé par Gérard Antoine), ou celui de Lisieux sont également très actifs.

De son côté, Roger Bardet "déserte les services allemands pour devenir le commandant Roger, second de Frager au maquis de l'Yonne."³⁶

7- D. Day : les réseaux en alerte dès le 1er juin 1944

Diffusée de 1940 à 1944, l'émission radiophonique quotidienne "Les Français parlent aux Français" soutenait le moral des Français. Elle transmettait également des messages codés à la résistance intérieure ; messages souvent cocasses, sortant de tout contexte. Beaucoup n'étaient que des leurre transmis à l'intention des services de renseignement allemands les obligeant ainsi à se concentrer sur des dizaines d'opérations fictives et moins aux messages importants. Le système de brouillage mis en place par les Allemands ne parvint jamais à rendre inaudible les messages de la BBC.

Dès le 1er juin 1944, les messages de Radio Londres mettent en alerte les résistants sur l'imminence du Débarquement. Sept messages s'adressaient au réseau Jean-Marie Donkeyman comme "En somme l'âne

³⁴ Marie-Jo Bonnet, Un réseau normand sacrifié, p. 92

³⁵ Jean Quélien, La répression nazie en Basse-Normandie après le débarquement

³⁶ Ibid, p. 128

n'avait pas parlé" ou "Quel bel homme ce sapeur-pompier !" ou encore "Commençons à espérer, il est temps".

Le 5 juin, à partir de 21 h 15, d'autres messages déclenchent les opérations ; les résistants entrent en action la nuit même. Pour ceux du réseau Jean-Marie, il s'agit de couper les moyens de communication : téléphone, routes et rail. La RAF et l'aviation américaine se chargent de l'essentiel des destructions, ainsi le 6 juin 1944, les avions alliés ont bombardé et rendu inutilisables les lignes de chemin de fer Paris-Cherbourg, Mézidon-Argentan.

Les résistants ont des moyens en hommes et en armes très limités pour se battre contre les Allemands. Ils ne pouvaient au mieux que ralentir la circulation des troupes et des matériels de guerre allemands, informer les Alliés sur les mouvements et positions de l'ennemi. "Que pouvaient faire quelques centaines de résistants au cœur d'une bataille gigantesque opposant des centaines de milliers d'hommes ?", constate l'historien Jean Quellien. Cependant, le 7 juin, pour empêcher totalement toute évacuation allemande de la région, le groupe Stalhand coupe la voie de chemin de fer entre Le Mesnil-Mauger et Sainte-Gauburge, près de Livarot.

8- Après le 6 juin, la répression de la Sipo-SD s'amplifie

Période	Nbre de déportés	Nbre de fusillés
1940 à 1944	1400	170
Après 6 juin 1944	107	554 exécutions sommaires ³⁷

Après le 6 juin 1944, la répression dans le Calvados ne cesse de s'amplifier et prend de nouvelles formes. Le SD a toujours utilisé des méthodes expéditives : tortures, exécutions sommaires, pratiques qui vont s'intensifier d'autant plus que la détention et la déportation après le Débarquement sont rendues difficiles, les moyens de transport étant insuffisants, les gares parfois anéanties par les bombardements, les voies routières ou ferrées coupées.

8-1 Le massacre de la maison d'arrêt de Caen



Harald HEYNS, dit
"Bernard"
Chef de la Sipo-SD de Caen

"Le 6 juin, jour du Débarquement, dans la maison d'arrêt de Caen, une centaine de détenus, pour la plupart des résistants. Ils auraient dû être déportés. Il n'est pas question que les Alliés puissent les délivrer. Mais la gare a été détruite par l'aviation alliée et il n'y a pas de camions disponibles. Depuis février 1944, Harald Heyns, dit "Bernard", est à la tête de la Sipo-SD de Caen. C'est lui qui fait un tri et sélectionne les détenus à éliminer et qui se rend à la maison d'arrêt de Caen, le 6 juin au petit matin. Était-il accompagné d'[Herbert von Bertholdi](#) (Albert le tortionnaire) ? Son nom apparaît dans certains écrits. Pour vraisemblable qu'elle soit, sa participation au massacre n'est cependant pas avérée.

"Le massacre commence vers 8 heures du matin. Les hommes, ainsi qu'une femme au moins, sont conduits par petits groupes de 5 ou 6 dans les courettes de promenade de la prison et exécutés d'une courte rafale dans la nuque. Après une interruption le midi, pour permettre aux bourreaux de se restaurer, la tuerie

³⁷ Jean Quellien, " La répression nazie en Basse-Normandie après le débarquement"

reprend l'après-midi. Quelques jours plus tard, sur ordre du SD de Rouen, qui entend effacer les traces du forfait, un commando revient à la prison et fait disparaître les archives. À la fin du mois de juin, un autre commando est chargé cette fois d'extraire les corps initialement enterrés dans les courettes. Ils sont chargés dans des camions qui partent vers une destination inconnue. En dépit de multiples recherches engagées dès la Libération, les corps des suppliciés de la maison d'arrêt de Caen n'ont jamais été retrouvés."³⁸

ANNEXE 6 : [Rapport de la gendarmerie sur le massacre du 6 juin 1944](#)



La maison d'arrêt de Caen

8-2 Le massacre de Saint-Pierre-du-Jonquet

Juillet 1944 : les Alliés n'ont pas encore pris Caen ; la Gestapo se replie sur Argences puis le 17 juillet dans le Pays d'Auge à Sainte-Marguerite-de-Viette.

Le 5 juillet, dans le secteur du Marais Varaville, entre Dives-sur-Mer et le sud de Cabourg, la Gestapo organise une rafle. Des hommes et des femmes arrêtés, certains seront libérés, les autres seront assassinés dans les bois de Saint-Pierre-du-Jonquet, à une vingtaine de kilomètres au sud de Cabourg.

Pourquoi cette rafle ? Dans la nuit du 5 au 6 juin, des parachutistes britanniques et canadiens avaient sauté dans les marais de Varaville et s'étaient égarés. Ils avaient été recueillis par la population qui essaiera de leur faire regagner leurs lignes.

C'est à l'automne 1944, que 28 corps seront découverts dans une fosse commune à Saint-Pierre-du-Jonquet ; les victimes avaient été exécutées sommairement et pour certaines torturées.

8-3 Arrestation, tortures et exécutions

Le 2 juillet, à Paris, Bleicher fait arrêter Frager, le chef du réseau Jean-Marie Buckmaster. Un mois plus tard, le 8 août 1944, un convoi le conduit au camp de Buchenwald où il sera exécuté le 5 octobre 1944.

Le 10 juillet, deux jeunes du groupe Robert Stalhand, Armel Moura et Maurice Jouet, posent des crève-pneus avant le passage d'un convoi allemand dans la côte du Billot. Ils se cachent ensuite derrière une haie pour constater les dégâts. Cette imprudence leur sera fatale. Ils sont arrêtés par la Gestapo. Le 11 juillet, Herbert von Bertholdi, dit Albert, est appelé aux Autels-Saint-Bazile, on le conduit au château où sont détenus Armel et Maurice. "Albert" torture les deux résistants ; il contraint Maurice Jouet à creuser sa propre tombe, puis l'exécute d'une balle dans la nuque. Le lendemain, ce sera le tour d'Armel Moura.

Des résistants du réseau Hautechaud, victimes des exactions nazies fin 1943 et 1944

Jacques GOGO, résistant	arrêté le 02/10/43, il sera déporté à Sonnenburg où il décèdera le 07/03/44.
Henri FRAGER, chef du réseau J.Marie	arrêté le 02/07/44, il sera déporté à Buchenwald et fusillé le 05/10/44.
Maurice JOUET, résistant	arrêté le 11/07/44, il sera torturé par la Gestapo et exécuté sommairement.

³⁸ Ibid

Armel MOURA, résistant	arrêté le 11/07/44, il sera torturé et exécuté par la Gestapo
Andrée HAUTECHAUD, résistante	arrêtée le 10/08/44, t assassinée par la Gestapo. Son corps n'a jamais été retrouvé.
Henri POISSON	arrêtés le 10/08/1944 par la Gestapo. Ils seront exécutés sommairement le 10/08/44 dans les bois de Montpinçon.
Célestine BEAUDET, résistante	
Pierre DUCAULE, ouvrier mécanicien	
Charles RIFFELMACHER	

8-4 Les exactions : la Wehrmacht aussi...

Tous les crimes commis à cette période ne sont pas les seuls faits du SD, de la Gestapo. L'armée allemande, la Wehrmacht, a, elle aussi, perpétré des crimes et parfois des massacres pendant la bataille de Normandie. Cette radicalisation de la répression de l'armée allemande en France et en Belgique a pour origine le décret "Sperrle-Erlass" (décret Sperrle) promulgué le 3 février 1944 par le maréchal Hugo Sperrle, adjoint du Maréchal e von Rundstedt.



Le Maréchal_
Hugo SPERRLE

Le décret "prescrit à la troupe la plus extrême sévérité et de répondre immédiatement par le feu en cas d'attaque par la résistance. Si des civils sont tués, la faute est à rejeter sur les "terroristes". Si les tirs provenaient d'un bâtiment, celui-ci devait être incendié. L'instruction précisait à propos des chefs : " Face à la situation actuelle, des mesures trop sévères ne peuvent pas entraîner de punition pour leurs auteurs. Au contraire, il faudra punir un chef trop souple, car il met la sécurité de ses hommes en danger ainsi que l'autorité de la Wehrmacht. "³⁹

"Ces phrases pouvaient être interprétées comme une « carte blanche » donnée à tout excès éventuel"⁴⁰ et elles inciteront les soldats à la plus extrême sévérité à l'égard des résistants, des maquisards et des populations suspectées de leur apporter une aide.

Pour une bicyclette, un cheval ou un repas qu'on leur refusait, pour un regard inamical on risquait la mort. Ainsi, "À Saint-Michel-de-Livet, dans le Pays d'Auge, le 18 août, une famille de fermiers fait bon accueil à une avant-garde de l'armée britannique. Aussitôt celle-ci repartie, quelques SS, qui avaient observé la scène de loin, investissent la maison et massacrent sept personnes à coups de grenades et de mitraillettes."⁴¹

8-5 Autres réseaux du pays d'Auge décimés en juillet 1944

a- Réseau Zéro-France, groupe du Calvados

Ce réseau n'avait pas d'activités combattantes, il pratiquait essentiellement le renseignement. Il effectuait l'observation des défenses du mur de l'Atlantique, favorisait l'évasion des aviateurs britanniques et le maintien dans la clandestinité des jeunes qui souhaitaient se soustraire au STO. Il était composé de 55 membres. Le réseau fut démantelé entre mars et juillet 1944.

Aimable Lepeu,
chef du réseau

déporté à Neuengamme

revenu

³⁹ "La Wehrmacht, instrument de la répression de la Résistance en France", Revue Les Chemins de la mémoire, ministère des armées

⁴⁰ Peter Lieb, " Wehrmacht, Waffen-SS et Sipo/SD : La répression allemande en France 1943-1944", Fondation de la Résistance, Paris, 2007

⁴¹ Jean Quellien, " La répression nazie en Basse-Normandie après le débarquement"

Louise Cardelec	déportée à Ravensbrück puis Buchenwald	revenue
Marcel Aumont	déporté à Sachsenhausen	revenu
Yves Diverres		Fusillé à St-Pierre-du-Jonquet
Fernand Mannoury		Fusillé à St-Pierre-du-Jonquet
Jeanne Louis	déportée à Ravensbrück puis Buchenwald	revenue
Albert Manson	déporté à Neuengamme	revenu
Pierre Dupont	déporté	Décédé au retour de la déportation
Marie-Thérèse Lebellier mère de Pierre Dupont	déportée	décédée
Jean Frammery	déporté à Sachsenhausen	revenu
Henri Lemaigre	déporté	revenu
Dominique Marais	déporté sur l'île d'Aurigny	revenu
Pierre Thieulle	déporté	décédé
Léon Tardy	déporté Sandbostel	décédé
Joseph Danlos	déporté à Bergen-Belsen	décédé
Albert Marion	déporté à Sachsenhausen	revenu
Fernand Bagot	déporté à Bergen-Belsen	décédé au retour de déportation
Fernand Fanneau	déporté à Sachsenhausen	décédé
Marius Trefouel	déporté à Neuengamme puis à Bergen-Belsen	décédé
André Coudrey	déporté à Sachsenhausen	décédé
Victor Laveille	déporté à Ebensee	revenu
Etienne Peschet	déporté à Sachsenhausen	revenu
Léon Malherbe	déporté	revenu
Simone Malherbe	déportée à Ravensbrück puis Buchenwald	revenue

b- Réseau FFI

Après le Débarquement, le groupe de FFI⁴² de Touques dirigé par Émile Louvel tente d'aider les Alliés comme il peut en multipliant les actions contre les Allemands. Entre autres choses, ce groupe recueille les déserteurs de l'armée allemande. C'est ainsi qu'ils prennent en charge un déserteur polonais mais ce dernier est en réalité un agent allemands qui va dénoncer tout le groupe. Le 15 juillet 1944, [Emile Louvel](#), et cinq de ses compagnons : [Pierre Brière](#), [Emile Dupont](#), [Stanislas Kukula](#), [Fernand Lagnel](#) et [Léon Tellier](#)

⁴² Les Forces françaises de l'intérieur (FFI) sont le résultat de la fusion, au 1er février 1944, des principaux groupements militaires de la Résistance intérieure française qui s'étaient constitués dans la France occupée :

- l'Armée secrète (AS, gaulliste, regroupant Combat, Libération-Sud, Franc-Tireur),
- l'Organisation de résistance de l'armée (ORA, giraudiste),
- les Francs-tireurs et partisans (FTP, communistes).

sont arrêtés et torturés par le SD. Ils seront fusillés fin juillet sur la plage de Deauville, après avoir été obligés de creuser les fosses où leurs corps seront ensevelis

9- Le groupe Jean-Marie du pays d'Auge victime de manipulations ?

Les différents réseaux de la région (Jean-Marie Buckmaster, maquis Surcouf, réseau Interallié, FFI...) ont contribué à la libération à proportion de leurs moyens qui furent limités. Selon l'historien anglais Michael R. D. Foot, le réseau n'aurait pas accompli d'actions vraiment marquantes. Les causes en sont probablement l'infiltration du réseau par Alesch, Bardet et Kiffer d'une part, la défiance du SOE vis-à-vis des autres réseaux (communistes notamment) et à l'égard du BCRA d'autre part. Le SOE et le BCRA visaient tous les deux le même but : la défaite allemande. Mais ces deux organisations obéissaient à des logiques différentes et parfois contradictoires. De Gaulle revendiquait une autonomie d'action alors que les Britanniques voulaient garder le contrôle de toutes les opérations menées depuis leur territoire.⁴³

La question de savoir si le réseau Jean-Marie du pays d'Auge a été manipulé par le SOE voire par le SIS (futur MI6) reste entière. Fin 1945, une partie des archives a disparu dans un incendie (peut-être accidentel). Il y a aujourd'hui encore beaucoup de zones d'ombre et de faits troublants.

Pour M.Jo Bonnet, l'affaire est entendue ; le titre de son livre "Un réseau normand sacrifié , Manipulations anglaises sur un groupe de résistants infiltré par les Allemands" annonce clairement sa conviction. Dans l'introduction, l'historienne souligne qu'en 1943 "le seul groupe vraiment organisé et doté de moyens d'action efficaces, grâce aux Anglais, est le réseau Jean-Marie. Son importance stratégique est évidente pour le Débarquement." Et un peu plus loin, elle s'étonne : "Mais, car il y a un mais, ce réseau est infiltré par un puis deux agents doubles travaillant à la fois pour les services anglais et allemands. Plusieurs questions se posent alors : est-il possible que les Anglais aient ignoré l'infiltration de leur réseau par des agents doubles? S'ils le savaient, pourquoi n'ont-ils pas réagi en laissant les Allemands arrêter plus d'une soixantaine de membres durant l'automne 1943 ?

On se demande alors si le pays d'Auge n'a pas été l'un des champs d'affrontement d'une stratégie alliée qui souhaitait marginaliser les FFI afin d'avoir les mains libres pour le Débarquement."⁴⁴

Un autre réseau SOE, le réseau Prosper-PHYSICIAN, pourrait également avoir été manipulé. Certains historiens pensent que l'Intelligence Service aurait délibérément laissé le réseau s'effondrer, voire aurait provoqué son effondrement à l'insu de la section F du SOE.

10- L'effondrement du réseau Prosper-PHYSICIAN

C'est l'un des réseaux de Résistance les plus importants créés en France par le SOE pendant la Seconde Guerre mondiale. Créé en octobre 1942, le réseau est implanté dans un premier temps dans la région parisienne, l'Eure, l'Oise. Il va rapidement s'étendre puisqu'on trouvera des groupes dans une douzaine de départements du nord de la France dont un dans le Calvados à Falaise. Le réseau a connu une activité très intense : parachutages, sabotages, destructions de voie ferrée, attaques de véhicules, destructions de pylônes et transformateurs électriques, etc.

Deux explications sont avancées pour expliquer son anéantissement. La première, la trahison, est admise par tous les historiens. La seconde, ce serait le SIS qui aurait "donné" à l'Allemagne le plus important réseau SOE en France. Mais cette explication n'est pas basée sur des preuves tangibles.

⁴³ Sources : " Livre de Michael R. D. Foot : "An account of the work of the british special operations executive in France 1940-1944", publié en 1966 en Grande-Bretagne et en 2008 en France.

⁴⁴ M.-J. BONNET, Un réseau normand sacrifié, Manipulations anglaises sur un groupe de résistants infiltré par les Allemands, Ed. Ouest-France, 2016, p. 15 et 16

10-1 Trahison

Cette trahison a pu être facilitée en raison de la structure fragile du réseau Prosper : pénurie d'opérateurs radio, difficulté de respecter les règles de sécurité, notamment le cloisonnement strict entre réseaux, accentuée par la taille croissante du réseau (effectifs, couverture géographique, activités).

Dans ce réseau, un agent double, Henri Déricourt, alias Gilbert. Sa mission en France consiste à trouver des terrains d'atterrissage appropriés, à organiser les mouvements aériens (réception et retour des agents), à acheminer le courrier qui lui sera remis (de la main à la main, ou dans des boîtes aux lettres). Il s'agit de tout ce qui ne peut pas être transmis par radio en morse : rapports trop longs, plans, photos, courriers personnels, documents non codés, paraphrases codées de messages radio déjà envoyés. Il a livré à la Gestapo l'ensemble du courrier qu'il avait pour mission d'acheminer à Londres ou d'en ramener. Déricourt était un agent personnel de Karl Bömelburg, le chef de la Gestapo en France. Ainsi, au début des arrestations, les Allemands avaient une connaissance très approfondie de l'organigramme, les noms et les rôles des agents, leurs adresses et les lieux des parachutages et, à un moindre degré, sur les lieux de stockage d'armes et sur les activités des groupes.

Signalons quelques faits troublants à propos de Déricourt et Bodington, agents anglais du SOE et Bömelburg, chef de la Gestapo.

Tous les trois sont d'anciens pilotes. Ils ont fait connaissance avant-guerre et ont des relations amicales. Tous les trois travaillent pour des services secrets et sont des protagonistes de l'effondrement du réseau Prosper.

1937 : La même année à Paris, Déricourt rencontre Nicolas Bodington, correspondant de l'Intelligence Service (le MI6) et futur n° 2 de la section F du SOE.



Karl BÖMELBURG



Nicholas BODINGTON



Henri DERICOUT

1938 : Bodington présente Déricourt à Karl Bömelburg, en mission à Paris, futur patron de la Gestapo en France.

Juillet 1943 : Henri Frager, dit à Nicolas Bodington, alors en mission en France pour analyser l'effondrement du réseau Prosper-PHYSICIAN, que Déricourt est un espion allemand. Bodington écarte cette théorie, arguant du fait que Déricourt s'était chargé de son voyage en France et qu'il n'avait pas été arrêté. Quand Bodington refuse d'agir, certains agents commencent à penser que Bodington lui aussi est un agent double.

1946 : Henri Déricourt est arrêté par les autorités françaises. Son procès a lieu en 1948 et il est acquitté grâce au témoignage de Nicholas Bodington qui va le blanchir.

10-2 Le SIS aurait donné à l'Allemagne le réseau Prosper

Cette hypothèse est émise par certains historiens mais les preuves directes restent difficiles à réunir en l'absence de l'aide officielle britannique ; le Secret Intelligent Service (le SIS) aurait délibérément laissé le réseau s'effondrer, voire aurait provoqué son effondrement à l'insu de la SOE, probablement dans le cadre d'une opération de mystification.

a- Création d'un second front à l'Ouest

En 1943, l'armée soviétique a remporté des victoires importantes sur le front de l'Est (Stalingrad en 1942 puis Koursk en août 1943). Mais, elle est à genoux. Il lui faut absolument obtenir un répit et de l'aide militaire occidentale pour confirmer ses victoires. Staline demande aux Anglais et aux Américains d'ouvrir un second front à l'Ouest. Le problème est qu'il est utopique en 1943 d'envisager d'ouvrir un second front à l'Ouest, tout simplement parce que les deux alliés anglo-saxons n'en ont pas encore capables, à ce moment-là.

b- Opération "Cockade"

Churchill décide alors de parer au plus pressé et "monte" l'opération Cockade. Celle-ci est avant tout une manœuvre d'intoxication. Il s'agit de faire croire à Hitler qu'un second front est en train de s'ouvrir pour l'inciter à dégarnir certaines de ses unités d'élite du front russe pour les ramener en France ce qui relâcherait d'autant, par la force des choses, sa pression sur l'Armée rouge. Staline aurait alors la preuve d'une aide appréciable apportée par ses alliés occidentaux.

Tel était le plan. Restait à tromper les Allemands et à leur faire croire à un débarquement dans le Pas-de-Calais soi-disant prévu pour le [9 septembre 1943](#).

c- Comment faire croire à l'ouverture d'un second front ?

Il existe en France, sur une très grande partie de son territoire, un important réseau de sabotage, composé de plusieurs centaines de membres (pas loin d'un millier en comptant toute l'organisation logistique) appartenant au SOE, le réseau Prosper-PHYSICIAN. En mai 1943, Churchill, par l'intermédiaire du SIS, donne l'ordre à ce réseau de faire un maximum de dégâts à la machine de guerre allemande en France.

d- Déricourt, taupe du SIS, livre le réseau aux Allemands

Mais ce n'est pas tout. Pour convaincre les Allemands, le SIS va utiliser Déricourt qui devient en France "un personnage central à trois dimensions. Il est en même temps un agent de la Gestapo de Paris et du SD, un agent (très important) du SOE, et une « taupe » du SIS (Secret Intelligence Service)."⁴⁵ Déricourt est un agent triple.

Déricourt doit apparaître comme étant un agent fiable auprès des Allemands. C'est pourquoi, le SIS lui donne l'ordre de faire passer à son ami Bömelburg tout le courrier de la "poste aérienne" du réseau Prosper et de ses sous-réseaux. "Toutes sortes de documents divers, des plans, des projets de sabotages et d'attentats, les fiches individuelles de tous les agents et sous-agents, les noms des passagers transportés par vols nocturnes clandestins sont ainsi donnés aux Allemands. La liste des renseignements transmis, et qui sont de la plus haute importance, est très longue... Bien entendu, seul le SIS est dans le coup. Le SOE est dans l'ignorance de l'activité de Déricourt vis-à-vis du SD"⁴⁶.

e- Liquidation du réseau Prosper et bilan désastreux

Le 23 juin 1943, les Allemands décident de procéder à la liquidation massive du réseau Prosper, car il devient urgent d'arrêter les sabotages et les attentats de plus en plus nombreux, et terriblement efficaces, organisés sur la zone du réseau."

"Dans les faits, la manœuvre du SIS n'a finalement aucune incidence sur les Allemands. Pourquoi ? Tout simplement parce que le SD est parfaitement au courant du rideau de fumée que représente l'opération Cockade." Et les chars qui devaient dégarnir le front Est, resteront sur place.

11- La justice après la Libération

11-1 Justice populaire

A la Libération, avant que les cours de justice ne soient installées, le désir de vengeance de la population a entraîné des représailles contre les collaborateurs : vengeance, délation, exécutions sommaires, lynchages, femmes tondues. C'est dans une ambiance de règlements de comptes, de violence que les "tribunaux populaires" expédient les procès et châtient les collaborateurs avérés ou supposés.

⁴⁵ Richard Seiler, " Le point sur l'affaire du réseau Prosper"

⁴⁶ Ibid.

"À côté du rituel des tontes, d'innombrables exécutions sommaires se déroulent en marge des cours martiales composées de FTP et FFI sur la base de "jugements" émanant de "tribunaux populaires. Violence spontanée, même s'il faut nuancer cette vision. L'épisode le plus net se passe au Grand-Bornand près du lac d'Annecy où 97 miliciens sont accusés d'avoir «porté les armes contre la France» et «d'intelligence avec l'ennemi» : 76 furent exécutés."⁴⁷



"La tonduée de Chartres", ©Robert Capa (photo recadrée)

"La photographie de « la tonduée de Chartres » a fait le tour du monde. Elle est la plus représentative du phénomène de l'épuration sauvage qui a entaché la libération de la France au cours de l'été 1944. C'est peut-être aussi la plus bouleversante jamais prise par Robert Capa.

ANNEXE 7 "[La tonduée de Chartres](#)"

11-2 Justice légale : de nouvelles juridictions

La Libération n'ayant pas favorisé la bonne tenue des archives, l'épuration légale n'a pu prendre son essor que les années suivantes. Collaborateurs, traîtres, agents doubles, criminels, tortionnaires de la Gestapo ne furent pas tous présentés à leurs juges ; les plus habiles avaient pris la fuite.

Le gouvernement français "instaure par ordonnance des juridictions d'un genre nouveau. À côté des tribunaux militaires, ce sont les cours de justice (26 juin 1944) composées sur le modèle des cours d'assises (un juge et quatre jurés choisis pour faits de résistance), les chambres civiques (**28 août 1944**), rattachées aux premières, elles jugent l'indignité nationale et la Haute Cour de justice (18 novembre 1944) composée de trois juges et 24 jurés"⁴⁸

Les chambres civiques étaient chargées de juger un nouveau délit : "l'indignité nationale". "Ni incarcération, ni lourdes peines n'animent son projet. L'infraction se rattache à la moralité républicaine plus qu'au droit pénal proprement dit. Naturellement, l'indigne est fortement stigmatisé. Il est durement frappé non dans son corps mais dans ses biens et sa capacité.

[...]"Mais cet effort pour rejoindre la légalité ne va pas jusqu'à rétablir un Etat de droit. Cette justice de l'épuration reste une justice d'exception dans la tradition [...] Pas de véritable instruction en l'absence d'avocat à ce stade. Un commissaire du Gouvernement peut décider, à la place du juge d'instruction, du renvoi en jugement. Pas d'appel des décisions. Et surtout, les jurés sont choisis par les organes de la Résistance."⁴⁹

L'épuration visait aussi le champ professionnel (fonctionnaires, militaires, magistrats...), administratif (administration préfectorale, communale) et politique (L'Assemblée Constituante de 1946 est composée de 85% d'élus effectuant leur premier mandat.)

Entre 1947 et 1953, beaucoup de condamnations vont être commuées puis effacées par les lois d'amnistie qui introduisent "la modération, une fois le temps des «haines sacrées» dépassées."⁵⁰

⁴⁷ Denis Salas, "Histoire de la justice" La justice de l'épuration À la fin de la Seconde Guerre mondiale, Histoire de la justice 2008/1 (N° 18)

⁴⁸ Ibid.

⁴⁹ Ibid

⁵⁰ Ibid.

11-3 Gestapistes, collaborateurs, agents doubles et traîtres devant la justice

a- Roger Bardet (1916-1972) et Robert Kiffer (1913-1974)

Décembre 1949 : avec Bardet, Kiffer est l'un des cinq prévenus comparaisant devant la cour de justice de la Seine. Tous les deux sont condamnés à mort. Mais ils bénéficieront de lois d'amnistie et seront libérés, Bardet en 1952 et Kiffer en 1958.

b- Hugo Bleicher (1899-1982)

Arrêté en juin 1945 à Amsterdam par la Résistance néerlandaise et remis aux autorités britanniques. Il sera détenu plusieurs années au camp de Colchester, Essex. Il est libéré en 1948 et meurt en Allemagne en 1982.



Hugo Bleicher
après-guerre

c- Karl Bömelburg (1885-1946)

Le 2 mars 1950, il est condamné à mort par contumace par le tribunal militaire de Lyon.

Chef de la Gestapo française, le Sturmbannführer-SS Bömelburg dirigea près d'une centaine de personnes à partir de l'été 1940 dans l'immeuble austère de la rue des Saussaies. Bömelburg fut responsable de l'envoi en Allemagne de la plus grande partie des 150 000 Français qui aboutirent dans les camps. Il faut mentionner aussi toutes les personnes qui ne sortirent pas vivantes des locaux de la Gestapo. En mai 1945, après la capitulation, Bömelburg disparaît et ne sera jamais officiellement retrouvé. Selon un rapport de la CIA du 12 novembre 1959, Bömelburg se serait caché sous un faux nom dans la commune de Dietramszell, au sud de Munich. Selon d'autres sources, il aurait été engagé comme jardinier puis comme bibliothécaire par un hobereau local. Il serait mort le 26 décembre 1947 à l'hôpital d'une artériosclérose cérébrale.

d- Herbert von Bertholdj, dit "Albert"

Condamné à mort par contumace pour assassinat et association de malfaiteurs, échappe à la justice; il vivra en Argentine après la guerre.

e- Harald Heyns (1913-2004), dit "Bernard"

Il était docteur en philosophie dans le civil. Membre de la SS, il prit la direction de la Gestapo de Caen en février 1944. Il semble que sa responsabilité dans la décision d'exécuter les 75 à 80 prisonniers internés à Caen soit des plus lourdes. "Arrêté au printemps 1945 par les Britanniques, il est traduit devant un tribunal militaire en août 1948, accusé d'avoir fait exécuter des prisonniers canadiens en Normandie. Quelques minutes avant l'audience, il demande à satisfaire un besoin naturel, démonte une tôle d'une vespasienne de fortune et prend la fuite. Nul ne le reverra ! Il est condamné à mort par contumace, par le tribunal militaire de Paris le 10 juillet 1952. Il meurt paisiblement à Berlin en 2004 après avoir vécu en RDA sous l'identité du Dr Herbert Monath-Hartz"⁵¹

f- Robert Alesch (1906-1949) et ses deux maîtresses

Fin mai 1948, l'abbé Alesch est condamné à mort, Geneviève Cahen est condamnée dix-huit mois de prison, Renée Andry est acquittée. Robert Alesch est fusillé le 25 janvier 1949 au [fort de Montrouge](#) à [Arcueil](#).

Ci-contre, portraits photographiques parus dans le quotidien Combat du 25.05.1948. A rapprocher de l'extrait d'un article du journal Le Monde du 26.05.1948. Le



Geneviève Cahen, Robert Alesch, Renée Andry
photo publiée dans le quotidien Combat du 25.05.1948

⁵¹ Publié le 19 mai 2013 par Roger Cousin, Site "Mémoires de guerre"

photographe et le journaliste ont fait presque le même portrait des accusés. Jugez-en vous-même.

"Alignés dans le box - lui à un bout, elles à l'autre - le prêtre-espion et ses deux maîtresses représentent les trois aspects du criminel devant la justice : Geneviève Cahen, sténodactylo, trente-deux ans, les yeux grandis d'anxiété, le front plissé, ses lèvres seules rougies serrées en moue inquiète dans son visage pâle, figure assez bien l'accablement traqué ; lui, en civil, le regard bleu, faux, dur, est uniquement attention ; enfin Renée Martin, professeur, trente-neuf ans, fraîche, replète, correcte, les joues dûment rosies sous un bouffant de cheveux grisonnants, arbore une contenance tranquille et satisfaite, qui se pince peu à peu jusqu'à un air de froid défi. "⁵²

g- Henri Déricourt (1909-1962)



Henri Déricourt

En novembre 1946, Déricourt est remis aux autorités françaises. En juin 1948, il comparaît devant le tribunal militaire. [Nicolas Bodington](#) se déclare responsable de toute l'activité de Déricourt sur le terrain. Il admet s'être rendu compte que Déricourt était en contact avec les Allemands mais affirme qu'aucune information importante n'avait été révélée. L'accusation est en mesure d'apporter de nombreux indices indirects confortant les soupçons à l'encontre de Déricourt mais elle ne peut apporter la preuve d'aucun acte précis de trahison. C'est en grande partie grâce au témoignage de [Nicolas Bodington](#) que Déricourt est finalement acquitté, le 7 juin. Le 20 novembre 1962, Déricourt meurt dans un accident d'avion, au Laos.

h- Louis Laplanche (188-1946)

Le collaborateur Louis Laplanche est arrêté le 20 septembre 1944 et comparaît en cour de justice du Calvados sous l'inculpation de "trahison et intelligence avec l'ennemi". Interné à la prison de Pont-l'Évêque, il est jugé en même temps que plusieurs autres personnes. Début mars 1946, il meurt victime "d'un empoisonnement administré par ses coaccusés de la prison de Pont-l'Évêque, pour l'empêcher de parler".

i- La bande à Hervé

Mai 1946 : à l'issue du procès, sont prononcées huit condamnations à mort (dont cinq par contumace), deux condamnations à 20 ans de travaux forcés. Le 9 mai 1946, Daniel Collard, Bernard Desloges et Serge Fortier sont fusillés à l'aube dans la cour de la prison.

Quant à Raoul Hervé, arrêté en 1950 "niant d'abord tout en bloc, il change de tactique et se fait passer pour un grand malade. Il obtient le report de son procès à neuf reprises pour n'être jugé que six ans plus tard."

Son procès s'ouvre le 13 février 1956. Jouant la sénilité, mettant en avant son passé de 1914-1918, il parvient à échapper à la peine de mort. Mais Raoul Hervé n'avait plus que deux années de prison à effectuer ; bénéficiant de remises de peine et de la grâce du président de la République, il sortit de la prison de [Périgueux](#) le 24 mars 1958. Il décède en 1963



Raoul Hervé

⁵² Le Monde, extrait d'un article publié le 26 mai 1948

- III - Documents annexes

Annexe 1

Identification du réseau des agents du SOE

Section F

Cette section française du SOE agissait sans relation avec la France Libre. C'est la section la plus importante. Elle donna lieu à la formation d'une centaine de réseaux.

Section RF

Elle était chargée de travailler avec les gaullistes (en l'occurrence André Dewavrin « Passy », chef des services de renseignements, qui devint le BCRA.

Pendant la Seconde Guerre Mondiale, le Britannique Maurice Buckmaster était le chef de la section F (=française) du service secret de la SOE (Special Operations Executive), section chargée des actions de sabotage et du soutien à la Résistance intérieure française.

Tous les réseaux SOE en France étaient donc des réseaux Buckmaster. Pendant la guerre, 95 réseaux Buckmaster ont été créés, 56 étaient encore actifs au moment du débarquement.

Comment les réseaux étaient-ils identifiés ?

Tout agent du SOE envoyé en France avait deux noms :

- un nom de guerre (P) souvent un prénom français (exemple : Jean)
- un nom de code opérationnel (M) le plus souvent un nom de végétal ou un nom de métier en anglais (exemple : ACTOR)

Lorsque l'agent est chef de réseau, la section utilise pour désigner le réseau les noms attribués à son chef.

Exemple : pour le réseau du pays d'Auge

Le chef du réseau était Henri Frager, nom de guerre : Jean-Marie et nom de code : Donkeyman. Tous les membres de sa section appartiennent donc au réseau Jean-Marie Donkeyman (ou simplement Jean-Marie).

Les pseudos

Lorsque l'agent appartenait à plusieurs réseaux, il avait aussi plusieurs pseudos.

Exemple : Les pseudos de Robert Kiffer :

Pour le réseau Interallié : Désiré

Pour l'Abwehr : Kiki ; agent F 7172 ; son laissez-passer était établi au nom de René Laplan

Pour le réseau Jean-Marie-DONKEYMAN : Raoul, Michel ;

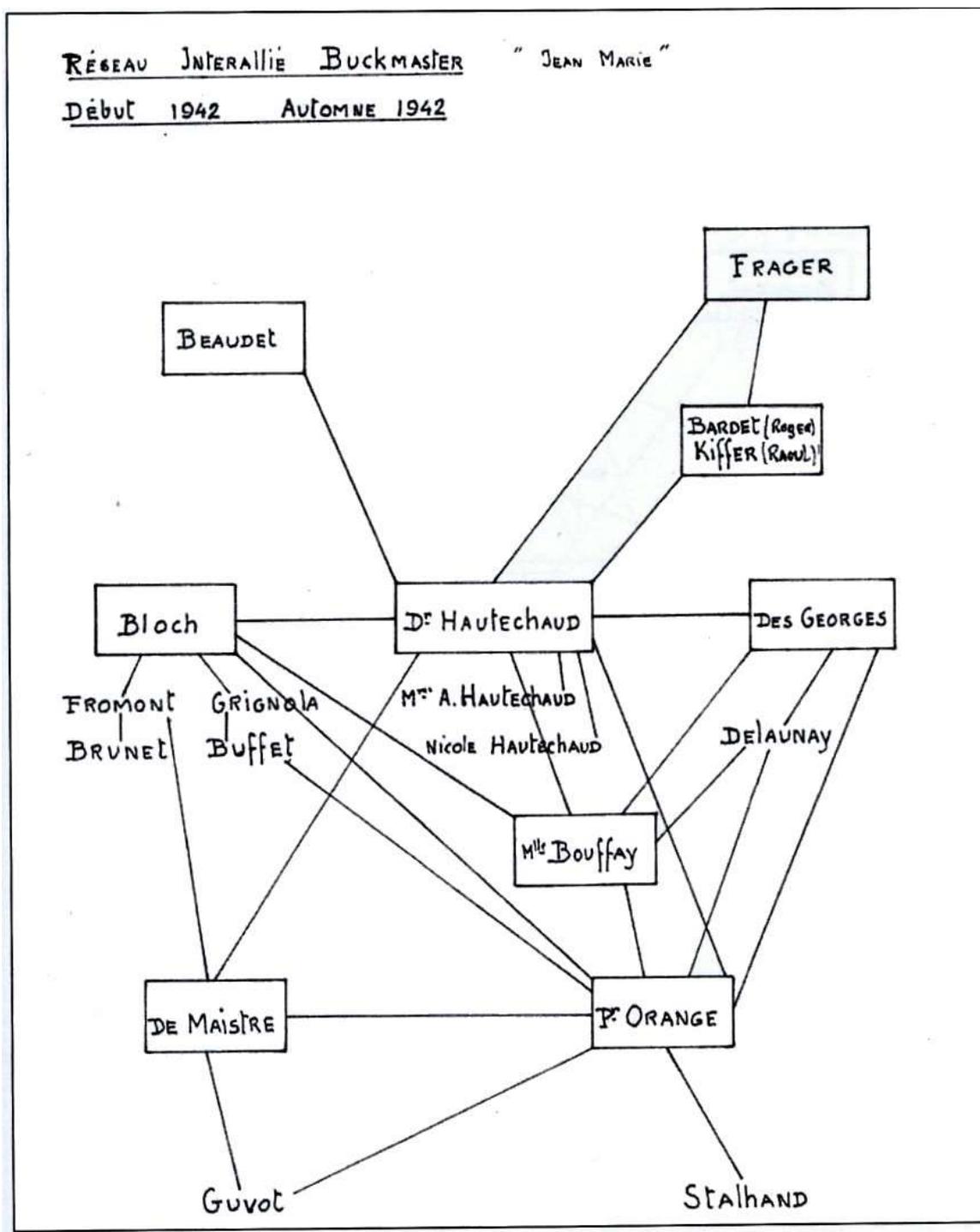
Autres pseudos : René, André Berger, Edmond Clisse, Édouard Valentin, Robert Heuzy, John Sharp

[RETOUR](#)

Annexe 2

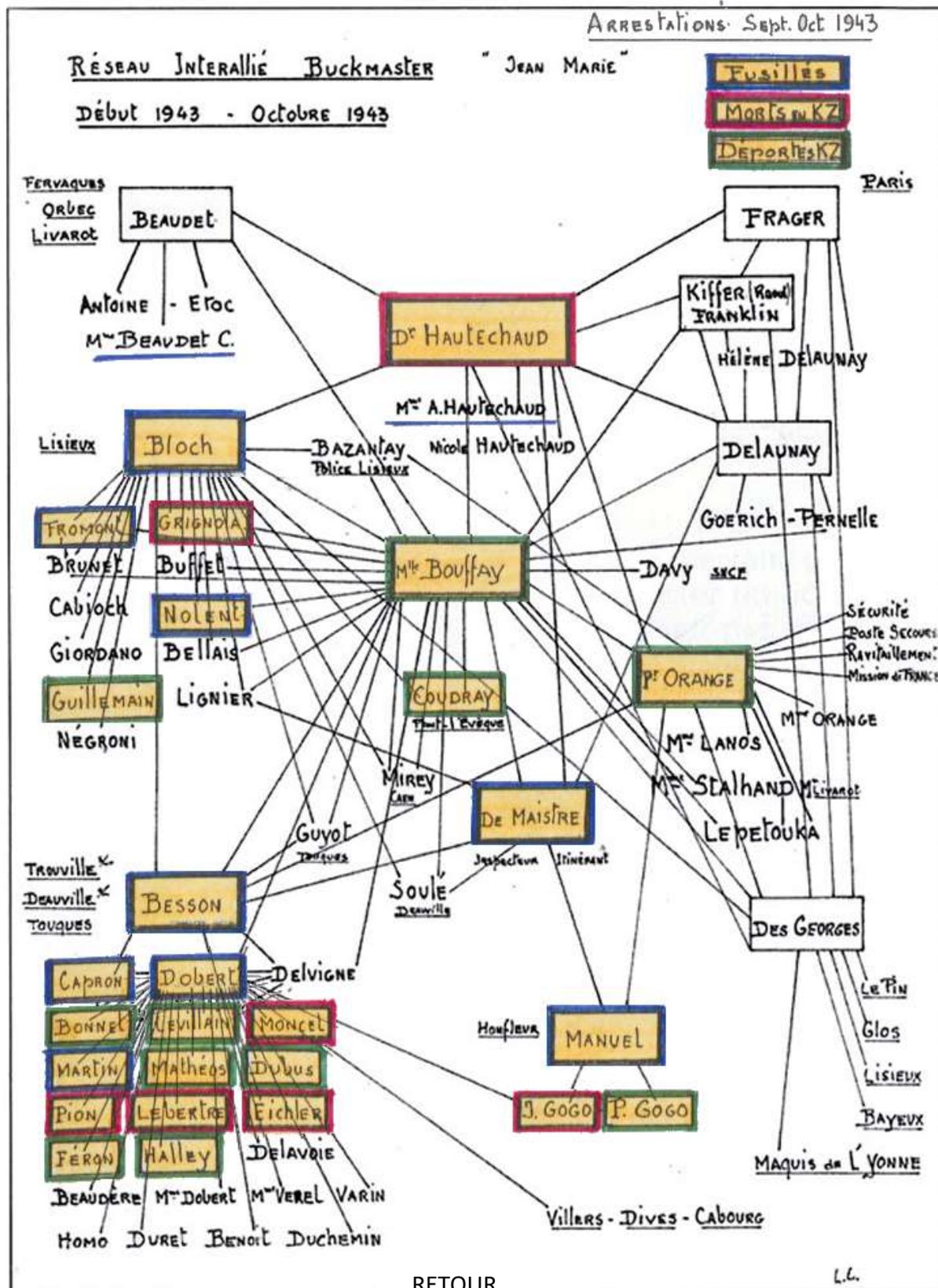
Organigramme du réseau Jean-Marie Buckmaster

1^{er} organigramme, début 1942 - Réalisation Lucien Levillain



2^e organigramme, 1943

En un an, le réseau s'est beaucoup étoffé et complexifié, ce qui a pu contribuer aussi à la fragiliser.



Annexe 3

L'attentat contre Laplanche dans la presse locale

NOUVELLES LOCALES
TROUVILLE-SUR-MER

**UN ATTENTAT
CONTRE LE CHEF DU R. N. P.**

Samedi dernier, vers 17 h. 30, M. Louis Laplanche, 53 ans, Propriétaire de l'Hôtel du Parc, Rue de Pont-l'Evêque, à Trouville, se rendait avec son automobile, ainsi qu'il le fait de temps à autre, à la propriété qu'il possède Chemin du Haut-Bois, à Touques.

A peine sa voiture avait-elle franchi la barrière d'entrée pour s'engager dans l'allée centrale, qu'une formidable détonation se produisit, projetant l'auto complètement disloquée sur un talus situé à quelques mètres de là.

Par un hasard miraculeux, son propriétaire qui avait été violemment jeté à terre par la déflagration, s'en tirait avec une forte commotion et quelques blessures sans gravité.

L'examen du lieu où s'est produit l'explosion a permis d'y constater la présence d'un entonnoir de 0 m. 60 de profondeur sur un mètre de diamètre, dans lequel plusieurs débris de l'engin qui l'ont provoqué ont été retrouvés et saisis.

L'enquête a révélé qu'il s'agissait d'une mine placée clandestinement à l'entrée de la propriété de M. Laplanche dans le but évident d'attenter à sa vie.

Signalons, en effet, que ce dernier, militant du Groupe *Collaboration*, à Trouville, exerce, en outre, depuis sept mois les fonctions de Chef cantonal du *Rassemblement National Populaire*.

Journal "L'avenir et l'impartial
de Trouville-Deauville"
11 septembre 1943



Etat de la voiture de Louis Laplanche après l'attentat. L'avant est complètement éventré.



[RETOUR](#)

Annexe 4

Mémoire à l'encontre de Roger Bardet

Ce mémoire de 55 pages a été rédigé par René Delzangles et Odette Moreau Avocats à la Cour d'Appel de Paris. On peut le consulter [à cette adresse](#) :

1er extrait, page 27

BARDET a précisé le rôle criminel qu'il avait accepté de jouer dans les termes suivants:

"Il est bien exact que c'est moi qui ai conduit ces deux agents à BLEICHER, alors qu'ils croyaient se rendre devant Paul (FRAGER). Si j'ai agi ainsi, c'est sur la demande expresse de BLEICHER et pour remplacer KIKI (KIFFER) malade de ce jour là, et qui avait monté toute cette affaire avec les allemands, BLEICHER avait été tenu au courant de leur activité, notamment de leur évasion en tuant le gardien allemand, par l'intermédiaire de KIKI. Quant à moi, je ne les ai connus qu'une seule fois le jour où je les ai livrés à BLEICHER."

Cette version de l'arrestation est complètement corroborée par le témoignage précis du sieur DESGEORGES Emmanuel qui, ayant vécu quelques jours avec CAPRON et DOBERT à Paris, les a accompagnés jusqu'au métro "IENA" où BARDET leur avait donné rendez-vous à 18 heures et leur a renouvelé qu'il allait les présenter au Commandant FRAGER.

463

En fait, ils furent appréhendés quelques minutes après par BLEICHER dans un immeuble de l'avenue du Président Wilson.

Lors de son premier interrogatoire, le 27 août 1944, KIFFER s'était exprimé en ces termes au sujet de cette double arrestation:

Mémoire relatif à la procédure menée à l'encontre de Roger Bardet, Robert Kiffer, Robert Goubeau, Claude Jouffret et Marie-Suzanne Renouf, veuve Laurent, inculpés d'attentats à la sûreté extérieure de l'État, 72AJ/35-72AJ/89 Résistance intérieure - Archives nationales, Archives du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale,

c.2416 "J'ai du également donner aux Allemands deux jeunes
"hommes de mon organisation de Normandie "groupe RAOUL
"qui étaient venus se réfugier à Paris où leur présence
"ce était connue de la gestapo. JEAN (BLEICHER) se mor
"trait à cette époque très exigeant et nous a sommés
"BARDET et moi de lui donner l'adresse de refuge des
"deux jeunes gens? C'est BARDET qui les a amenés dans
"guet apens, avenue du Président Wilson à Paris, où
"ils ont été arrêtés par la police allemande. Cette
"opération a eu lieu vers fin octobre"1943.

C.681 BLEICHER a expliqué qu'à la suite des arrestations inter-
venues en Normandie le chef du S.D. de Caen avait identifié KIFFER
et voulait l'arrêter. Pour le calmer et l'amener à renoncer à ce
projet, on lui offrit de lui livrer CAPRON et DOBERT.

C.692 Cette explication rejoint celle donnée par BARDET quand il
p:21 a déclaré:

"BLEICHER fit valoir à KIKI (KIFFER) qu'en faisant
"arrêter ces deux agents, il pouvait au service qu'il
"était de bonne foi dans l'affaire BLOCH. KIKI accepta.

C.263162634 CAPRON et DOBERT furent fusillés: CAPRON le 13 novembre
1943 à 7 heures 43 au Champ de tir de Grnd Quevilly (Seine Inf.)
DOBERT le 9 décembre 1943 à Rouen.

Pour tenter d'amenuiser leurs responsabilités BARDET et
KIFFER se sont mis d'accord pour salir les mémoires de leurs deux
victimes. Ils ont cherché à les faire passer pour des traîtres allé-
guant que leur évasion était suspecte, qu'ils avaient refusé de gagner
un maquis en Savoie, qu'ils voulaient rester à Paris, en qualité d'
agents de liaison, qu'ils avaient des besoins d'argent excessifs,
qu'ils avaient menacé de dire tout ce qu'ils savaient à la Gestapo
qu'ils avaient déjà conduit les allemands au dépôt d'armes du grou-
pe de Mantes dont ils connaissaient certains membres. Et malgré les
résultats de l'information ils ont continué à soutenir qu'à leur
avis l'évasion de CAPRON et de DOBERT était fantaisiste et que ceux
ci méritaient d'être livrés étant donné qu'ils avaient conduit les
allemands au dépôt d'armes de Mantes.

C.748 Or, l'évasion audacieuse de Trouville est établie en toute
C.2515 certitude par les survivants du groupe de résistance de la région
C.2696 de Trouville, CAPRON et DOBERT ont été arrêtés le lundi 18 octobre
1943 et les allemands se sont présentés chez M. LAGACHE, détenteur du
dépôt d'armes de Mantes que le 18 novembre 1943 à 15h ~~30~~ alors
que CAPRON était tombé sous les balles allemandes depuis 15 jours

C.2587 D'ailleurs le 18 août 1944, KIFFER a proposé les sieurs
CAPRON et DOBERT pour une citation à titre posthume. ET CAPRON a été
décoré de la Médaille militaire et de la Croix de guerre avec palme
par décret du 12 octobre 1946 publié au J.O. du 3 novembre suivant.

C2635 La fin tragique de CAPRON et DOBERT a été accompagnée de
2681 suivie de celle de leur chef le capitaine BESSON fusillé le 13 no-
2456 vembre 1943 et de leur camarade Lucien HEICHLER massacré par les SS

RETOUR

Annexe 5

Administration policière et militaire allemande dans la France occupée

Le RSHA : Le Reichssicherheitshauptamt ou l'office central de la sécurité du Reich a été créé en 1939 par [Heinrich Himmler](#); cette organisation regroupait :

La SIPO :La Sicherheitspolizei : c'est la police de sûreté de la SS qui regroupe deux organes :

La Gestapo (Geheime Staatspolizei)

Le Kripo (Kriminalpolizei), police criminelle

Le SD : Le Sicherheitsdienst , c'est l'organe de renseignement de sécurité de la SS.

La Sipo-SD regroupe les organes de police et de renseignements. La SIPO-SD étendra tout d'abord son action en France occupée par le biais de 18 directions régionales appelées KDS (Kommandos der SIPO und der SD). Le siège du KDS pour la Normandie était à Rouen. Tous les KDS installeront à leur tour des antennes locales dans les villes de leur circonscription (55 pour la France). En Normandie, il y avait cinq antennes Sipo-SD installées à Evreux, Le Havre, Caen, Alençon et Saint-Lô.

La Feldgendarmerie était le nom de la police militaire allemande

La "Kommandantur" : Au cours des deux guerres mondiales, la Kommandantur était un commandement militaire chargé de l'administration du territoire qu'elle occupait.

[RETOUR](#)

Annexe 6

Rapport de la gendarmerie sur le massacre de la prison de Caen du 6 juin 1944

Police LA DELIVRANCE le 28 Juin 1944

3^e CORPS D'ARMÉE
GENDARMERIE NATIONALE
3^e LEGION
COMPAGNIE
de Calvados.
ARRONDISSEMENT
de Caen.
N° 13/2.
OBJET :

Rapport du Lieutenant BOURRET commandant
1^{re} Section.
Au sujet de renseignements émanant de la Sécurité Anglaise.

J'ai l'honneur de signaler à toutes fins utiles les renseignements suivants qui me sont parvenus au service de la Sécurité Anglaise, par l'intermédiaire d'un gardien de la Maison d'Arrêt de Caen, un nommé MALHERBE (Désiré, Alphonse, François) demeurant actuellement à Thaon.

Ce Mr. MALHERBE, qui a quitté Caen le 10 juin, a rapporté que :

" Il y avait à ce moment à la Maison d'Arrêt de Caen, 116 prisonniers politiques, arrêtés par les Allemands.

Le 6 juin, sur l'ordre du Chef de la "Gestapo" dont le nom est inconnu, un Capitaine Allemand, également inconnu, fit passer par les armes les prisonniers politiques.

Deux soldats allemands ont commencé à fusiller les prisonniers par groupes de 8. Ces fusillades ont commencé à 14 h, pour se terminer à 18 heures.

Deux témoins de ces exécutions étaient deux géoliers français nommés MAIS et TREMORIN.

Un des deux soldats allemands s'appelle FERLAND (nom ou prénom sans précision)

Les victimes ont été inhumées par groupe de 4 dans les promenades de l'enceinte de la prison.

Environ 90 de ces prisonniers ont été fusillés. Dix ont été remis en liberté et le reste emmené par la " Gestapo". Parmi ceux fusillés il y avait 3 femmes."

DESTINATAIRES :
Mr. le Commissaire Régional
de la République à BAYEUX.
Mr. le Sous-Préfet à BAYEUX.

G. Dumery

[RETOUR](#)

Annexe 7

La tondue de Chartres



© Robert Capa

"La photographie de « la tondue de Chartres » a fait le tour du monde. Elle est la plus représentative du phénomène de l'épuration sauvage qui a entaché la libération de la France au cours de l'été 1944. Également la plus bouleversante jamais prise par Robert Capa

Le reporter baroudeur d'origine hongroise, né en octobre 1913, est célèbre depuis sa couverture de la guerre d'Espagne. Il débarqua le 6 juin 1944 à Omaha Beach avec la première vague d'assaut américaine ; il réussit par miracle à sauver sa vie et une dizaine de clichés.

Le 16 août, Capa entre dans Chartres en même temps que l'avant-garde des libérateurs. Dans l'enceinte de la préfecture, il découvre le sort réservé le matin même à quelques femmes « collabos » par des pseudos résistants. Vers 15 heures, l'ordre est donné de libérer les femmes

maudites et de les raccompagner en procession dans les rues de la ville jusqu'à leur domicile.

Capa se précipite en avant du cortège, se poste au milieu de la chaussée, arme son Contax. Il actionne le déclencheur à l'instant où la foule arrive sur lui.

Au centre de la scène, Simone Touseau, vingt-trois ans, crâne rasé, porte son bébé dans les bras. On dirait la Vierge et l'Enfant, un tableau raphaélien. Un cliché unique, exceptionnel. Au premier plan sur la droite, Georges, père de Simone chemine avec béret et baluchon. Derrière lui, Germaine,

son épouse, dont on distingue la tête, tondu elle aussi... Près d'eux, des policiers et plusieurs dizaines de civils – une majorité de femmes –, rigolards et vengeurs.

Au fil d'un long travail de recherche au sein des archives judiciaires notamment, Gérard Leray et Philippe Frégné ont réussi à reconstituer l'itinéraire familial et politique de cette jeune femme martyrisée : victime sacrificielle ou coupable avérée ?

Simone Touseau naît à Chartres en août 1921, fille cadette de commerçants. Lorsque survient la faillite de la crèmerie familiale en 1935, l'adolescente à l'intelligence fine vit mal la dégradation sociale de ses parents. Son imprégnation fascisante date de cette époque.

Simone obtient son baccalauréat en 1941 et, dans la foulée, un emploi de secrétaire-interprète dans les services allemands d'occupation. Au cours de l'été, elle tombe amoureuse d'Erich Göz, le soldat allemand qui gère la librairie militaire locale et s'exhibe avec lui. La réputation de Simone est faite, d'autant qu'Erich fréquente quotidiennement la maison des Touseau.

A l'automne 1942, le soldat est muté sur le front de l'Est. Au printemps suivant, Simone apprend que son « fiancé », blessé, est convalescent dans un hôpital militaire à Munich. Elle se porte volontaire pour travailler dans la capitale bavaroise, où elle retrouve effectivement son amant en septembre 1943. Et où elle tombe enceinte, ce qui lui vaut d'être renvoyée en France en novembre. Le 23 mai 1944, elle met au monde son bébé. La Libération n'est plus qu'une question de semaines.

Ce fameux mercredi 16 août 1944 à Chartres, « l'épuration sauvage » des « collabos » commence avant même l'arrivée des Américains. Quelque trente suspects sont arrêtés et conduits en préfecture. Trois doriotistes sont exécutés d'une balle dans la tête. Au même moment, un « coiffeur » procède à la tonte de onze femmes accusées de « collaboration horizontale ». Dont Simone et sa mère. Une poignée d'heures plus tard, Robert Capa immortalise la tondu de Chartres.

Trois jours passent. Des accusations gravissimes sont alors lancées contre la famille Touseau. Surtout contre Simone et sa mère qui se sont vantées durant l'occupation d'être anticomunistes et anglophobes. En plus, au début du printemps 1943, Simone a adhéré au Parti Populaire Français dirigé par le collaborationniste Jacques Doriot. Pour les gens du quartier, il n'y a aucun doute : les Touseau sont les dénonciateurs de leurs voisins immédiats, quatre chefs de famille, raflés et déportés en février 1943, coupables d'avoir écouté la radio anglaise. Deux d'entre eux sont morts dans le camp de concentration de Mauthausen.

Le 6 septembre 1944, surlendemain de la première publication de la photographie de Robert Capa dans Life Magazine, la mère et la fille Touseau sont emprisonnées à la prison de Chartres puis dans le camp d'internement de Pithiviers. Georges Touseau (présenté comme un brave homme qui ne sait pas tenir les femmes de sa maison) et sa fille aînée Annette (à qui échoit la garde du bébé de Simone) échappent à la mesure carcérale. Mais tous les quatre sont inculpés d'atteinte à la sûreté extérieure de l'État, crime passible de la peine de mort.

Le 1er mars 1945, Simone et Germaine sont rapatriées à Chartres. Lors des interrogatoires et des confrontations avec les témoins, les Touseau clament farouchement leur innocence. Ils sont défendus par Claude Gerbet, avoué-plaidant retors. La procédure traîne jusqu'au printemps 1946, si bien que le dossier finit par être transmis à la cour de justice de la Seine, cependant que les femmes Touseau sont transférées à la prison de Fresnes.

Le 28 novembre 1946, la cour parisienne relève l'insuffisance des charges pesant sur les Touseau et décide de classer l'affaire. Simone et sa mère sont libérées le lendemain. Pour autant, Simone est traduite devant une chambre civique. Et le 8 mars 1947, elle est condamnée à dix ans de dégradation nationale.

La suite est une longue descente aux enfers. Pendant sa détention, Simone avait appris la mort

– en juillet 1944 – de son fiancé allemand sur le front soviétique. Pour couper les ponts avec le cauchemar chartrain, les Touseau quittent le chef-lieu de l'Eure-et-Loir et s'installent à Saint-Arnoult-en-Yvelines.

Simone travaille dans une pharmacie, se marie, a deux autres enfants. Mais le couple chavire et se sépare. Simone a sombré dans l'alcoolisme. En pleine déchéance, elle décède le 21 février 1966 à Chartres à l'âge de quarante-quatre ans et demi.

Robert Capa n'a jamais connu l'identité et l'histoire de la Chartraine. Sa propre mort est prématurée, le 25 mai 1954, en Indochine, à cause d'une mine antipersonnel.

On s'en doute, la ville de Chartres ne s'enorgueillit pas de la célébrité mondiale de « sa » tondue. Elle préfère se glorifier avec Jean Moulin, prestigieux locataire de la préfecture d'Eure-et-Loir entre février 1939 et novembre 1940, fondateur du Conseil national de la Résistance et martyr en 1943.

Quant au bébé sur la photographie de Robert Capa, âgé aujourd'hui de presque 71 ans, celui-ci est tenaillé par une douleur immense, indicible. Et le harcèlement journalistique récurrent pratiqué par certains médias indignes à son encontre empêche toute guérison. En ce qui nous concerne, promesse lui a été faite de le protéger. Et elle sera tenue."

Gérard Leray et Philippe Frégné, La tondue 1944-1947, Vendémiaire, 2011 (édition augmentée en 2013)

Courte vidéo (1mn 20) sur la composition du photographe vidéo :
https://www.youtube.com/watch?v=OD4r5ybMI_w



[RETOUR](#)

- IV - Références

- [1] R. Seiler, *La tragédie du réseau Prosper, Avril-août 1943*, Editions Pygmalion,, 2003.
- [2] "Le Pays d'Auge", Association "Le pays d'Auge".
- [3] Cahiers de mémoire : Déportés du Calvados, Conseil Général du Calvados.
- [4] M.-J. BONNET, *Un réseau normand sacrifié, Manipulations anglaises sur un groupe de résistants infiltré par les Allemands*, Editions Ouest-France, 2016.
- [5] *Visages lexoviens, 1940-1945*, 1983.
- [6] *Lisieux en transparence, Les photographies d'Alcide Goupil, La reconstruction 1945-1953*, Conseil Général du Calvados, Direction des Archives Départementales, 2006.
- [7] D. Salas, *La justice de l'épuration A la fin de la seconde guerre mondiale*, La documentation française, 2008.
- [8] M. R. D. Foot, *Des Anglais dans la Résistance : Le service secret britannique d'action (SOE) en France, 1940-1944*, Editions Tallandier,, 2011.
- [9] «Fondation pour la mémoire de la déportation FMD,» [En ligne]. Available: http://www.bddm.org/liv/index_liv.php.
- [10] F. d. I. Résistance, «Le site de la Résistance en ligne,» [En ligne]. Available: <http://www.museedelaresistanceenligne.org/>.
- [11] Jean-Marie Guillon, *Les ménagères, du combat quotidien à la Résistance*, Presse Universitaire de France, 2015.
- [12] J. Quellien, *Résistance et sabotages en Normandie : Le Maastricht-Cherbourg déraille à Airan*, Charles Corlet, 2004.
- [13] p. n. d. a. France Archives, «Réseaux Buckmaster (Section F du Special Operations Executive, SOE),» [En ligne]. Available: <https://francearchives.fr/fr/facomponent/f458e5c6436928a8c0d52831da33cd20d3f50d81>. [Accès le mai 2019].
- [14] L. Levillain, *De Trouville-sur-Mer à Buchenwald, Itinéraire d'un déorté résistant*, Corlet, 2014.
- [15] J. Quellien, *La résistance*, OREP, 2007.
- [16] G. Guillemot, (Entre parenthèses) *De Colombes à Mauthausen 1943-1945*, L'Harmattan.
- [17] J. Quellien, *Le journal de la bataille de Normandie*, OREP Editions, 2013.

- [18] G. L. e. P. Frétygné, *La tondué 1944-1947*, Editions Vendémiaire, 2018.
- [19] *Extrait du documentaire "La tondué de Chartres"*. [Film].
- [20] «La Wehrmacht, instrument de la répression de la Résistance en France,» [En ligne]. Available: <http://www.cheminsdememoire.gouv.fr/fr/la-wehrmacht-instrument-de-la-repression-de-la-resistance-en-france>.
- [21] P. Lieb, «Wehrmacht, Waffen-SS et Sipo/SD : La répression allemande en France 1943-1944,» 2007. [En ligne]. Available: <http://www.fondationresistance.org/documents/ee/Doc00004-002.pdf>.
- [22] J. Quellien, «La répression nazie en Basse-Normandie après le débarquement,» 2005. [En ligne].
- [23] G. Wagner, «Beckett trahit un abbé d'origine luxembourgeoise,» [En ligne]. Available: <http://guy.grafix.fr/pdf/Alesch.pdf>.
- [24] «Sociologie des Résistants,» [En ligne]. Available: <http://museedelaresistanceenligne.org/expo.php?expo=2&theme=7&sttheme=52>.
- [25] «Le Maitron,» [En ligne]. Available: <http://maitron-fusilles-40-44.univ-paris1.fr/>.
- [26] A. nationales, «Mémoire relatif à la procédure menée à l'encontre de Roger Bardet, Robert Kiffer, Robert Goubeau, Claude Jouffret et Marie-Suzanne Renouf, veuve Laurent, inculpés d'attentats à la sûreté extérieure de l'État,» [En ligne]. Available: https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/media/Fran_IR_053870/cu00dinrtom-1p9uvy44wroz8/Fran_0086_004418_L.
- [27] A. nationales, «Mémoire présenté par René Delzangles et Odette Moreau, avocats à la Cour d'appel de Paris, à l'appui du recours en grâce de Roger Bardet, condamné à la peine de mort le 16 décembre 1949 par la Cour de justice de la Seine,» [En ligne]. Available: https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/UD/Fran_IR_053870/cu00dinrvzy--1sq5pbc5h65fi.
- [28] M. d. guerre, «Heyns Harald,» 19 mai 2013. [En ligne]. Available: <http://memoiresdeguerre.com/article-heyns-harald-117900974.html>.
- [29] «Juillet 44, Massacre à Saint-Pierre-du-Jonquet,» [En ligne]. Available: <https://www.ladives1944.com/dossiers/st-pierre-du-jonquet/>.
- [30] [En ligne]. Available: <http://sgmcaen.free.fr/>.
- [31] «6 juin 1944 : Fusillés à la prison de Caen,» [En ligne]. Available: <http://clioweb.canalblog.com/archives/2016/06/07/33928072.html>.
- [32] «LOUVEL Émile Jean,» [En ligne]. Available: <http://www.memorialgenweb.org/memorial3/html/fr/complementter.php?table=bp&id=3326964>.
- [33] «Germaine Terrasson,» [En ligne]. Available: <https://memoiresdeguerre.jimdo.com/germaine-terrasson/>.

- V - Imprimer tout ou partie du document



Imprimer